Nations Unies A/75/592/Add.3

Assemblée générale

Soixante-quinzième session

Distr. générale
13 janvier 2021
Français
Original : anglais

Soixante-quinzième session
Point 8 de l'ordre du jour

Débat général

Note du Président de l'Assemblée générale

J'ai l'honneur de distribuer, en application de la décision 74/562 du 22 juillet 2020, le présent document récapitulatif des déclarations préenregistrées faites par les chefs d'État et autres dignitaires au débat général et soumises à la présidence au plus tard le jour de leur diffusion dans la salle de l'Assemblée.

Les déclarations figurant dans le présent document ont été prononcées dans l'après-midi du mercredi 23 septembre 2020, à la 7e séance de l'Assemblée générale (voir A/75/PV.7). Le document A/75/592 et ses additifs 1 à 11 contiennent les déclarations faites à l'Assemblée générale, de la 4e à la 15e séance (A/75/PV.4 – A/75/PV.15).

Conformément à la décision 74/562, et sans que cela ne crée de précédent pour les réunions de haut niveau organisées dans le cadre de futures semaines de haut niveau, les procès-verbaux de l'Assemblée générale s'accompagneront d'annexes où figureront les déclarations préenregistrées faites par les chefs d'État et autres dignitaires, qui auront été soumises à la présidence de l'Assemblée générale au plus tard le jour de leur diffusion dans la salle de l'Assemblée générale. Les déclarations doivent être envoyées à l'adresse estatements@un.org.

21-00389 (F)

Document adapté

Merci de recycler

Équateur (voir A/75/PV.7, annexe I)

Allocution de M. Lenin Moreno Garcés, Président constitutionnel de la République de l'Équateur

Prononcée le mercredi 23 septembre 2020 à la 7e séance de l'Assemblée générale

[Original : espagnol]

Monsieur le Président de l'Assemblée générale, Monsieur le Secrétaire général,

Mesdames et Messieurs les Chefs d'État et de gouvernement,

Depuis de nombreuses années, l'Assemblée générale examine les questions de coopération, de dialogue, de solidarité, de l'importance du progrès scientifique et technique et de l'élimination de la pauvreté dans le monde.

Elle examine également le besoin urgent qui existe de renforcer l'Organisation et le multilatéralisme.

À cause de la pandémie, qui touche la planète, il est grand temps de transformer ces bonnes intentions en des actes plus efficaces.

La COVID-19 exerce toute la pression possible sur le multilatéralisme. Six mois après le début de la pandémie, nous sommes confrontés à une urgence sanitaire et à une urgence sociale et économique.

Tous les pays, sans exception, sont touchés par ce virus mortel.

Nous ne pourrons pas sauver des vies et relancer l'économie sans le soutien des organisations multilatérales, des entreprises privées, de la communauté universitaire et de la société dans son ensemble.

L'Équateur estime que le soutien des agences financières internationales a été essentiel ces derniers mois.

C'est pourquoi nous nous félicitons des appels lancés en faveur d'une réponse multilatérale à la crise.

La Directrice générale du Fonds monétaire international reconnaît qu'il importe de soutenir les économies émergentes et en développement, et le Président de la Banque mondiale parle d'un moratoire sur la dette des pays pauvres.

L'Équateur soutient et apprécie ces propositions et demande qu'on tienne compte des pays à revenu intermédiaire, car chaque nation est confrontée à de sérieux problèmes économiques.

Chers amis, la COVID-19 a changé de manière historique le monde actuel et, selon toute probabilité, son avenir.

La pauvreté, les inégalités et le chômage vont s'aggraver, ce qui nuira à la réalisation des objectifs de développement durable. Nous risquons de reculer en ce qui concerne les progrès réalisés au cours des dernières années.

Le plan national de développement de l'Équateur – Lifetime – que nous n'avons pas manqué de mettre en œuvre, est aligné sur le Programme de développement durable à l'horizon 2030.

Nous sommes fermement convaincus qu'il faut un système multilatéral fort, solide et engagé qui assure un soutien financier et technique à tous.

La pandémie montre que la technologie est essentielle pour garantir les droits des citoyens, tels que l'accès aux soins de santé, à l'éducation et au travail à distance.

Mais, elle a également révélé la grande fracture numérique qui existe entre nos nations et qui est le résultat de l'inégalité.

L'ère de l'après-COVID nous posera un défi, à savoir relancer les économies et mettre l'accent sur les petites et moyennes entreprises, qui créent des milliers et des milliers d'emplois.

Il faut offrir des lignes de crédit flexibles et suffisantes, à des conditions acceptables. Mais, il est également impératif de respecter les engagements pris en termes d'aide publique au développement.

Chers collègues du monde entier, mon pays insiste sur le travail de l'Organisation mondiale de la Santé et le rôle de chef de file qu'elle a joué pendant cette crise.

Par conséquent, nous soutenons le Mécanisme COVAX, qui vise à renforcer l'accès aux vaccins contre la COVID-19 et à l'ensemble des technologies de lutte contre la pandémie.

C'est seulement ainsi que nous pourrons bénéficier de vaccins sans brevet distribués équitablement, en accordant une attention particulière aux personnes les plus vulnérables et les plus défavorisées.

La pandémie nous touche tous, mais son impact est plus lourd sur les groupes vulnérables.

En plus de la COVID-19 elle-même, le confinement, le manque d'emploi et la pauvreté exacerbent la violence fondée sur le genre. Les femmes et les enfants ont dû rester à la maison avec leurs agresseurs, mettant en péril leur sécurité physique et mentale et parfois même leur vie !

Les personnes âgées et les personnes handicapées souffrent également de manière disproportionnée de la crise en raison de leur risque accru d'infection.

En Équateur, nous avons fourni des bons d'aide sociale, une aide à la mobilité et à l'autonomie et, dans de nombreux cas, un logement décent sans frais.

De concert avec 145 États Membres, nous avons approuvé la note de synthèse intitulée « Inclusion du handicap dans la riposte à la COVID-19 ».

De même, nous sommes conscients de la vulnérabilité des peuples autochtones. Nous devons leur accorder une attention particulière qui corresponde à leur situation et leur garantir l'accès aux traitements et aux vaccins.

Les migrants ont également été touchés de manière disproportionnée par la pandémie. En tant que pays d'accueil, l'Équateur cherche à garantir l'exercice de leurs droits grâce à une riposte humanitaire.

Nous continuerons de soutenir fermement le Pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières, ainsi que la pleine mise en œuvre de la Déclaration de Quito sur la mobilité humaine des citoyens vénézuéliens dans la région.

Chers homologues, l'utilisation durable des ressources naturelles et les changements climatiques sont des questions que nous ne pouvons pas passer sous silence.

La non-application des accords sur l'environnement a de très graves répercussions économiques et sociales.

L'Équateur a récemment exprimé son inquiétude quant à la présence d'une importante flotte de pêche étrangère qui, depuis mai 2020, opère à proximité immédiate des îles Galápagos.

Nous avons réaffirmé que, sans distinction de pavillon, nous veillerons à ce que nos droits maritimes prévalent sur la zone économique exclusive.

Nous sommes conscients de l'énorme responsabilité que représente la protection des Galápagos, qui ont été désignées comme le premier site naturel du patrimoine mondial de l'humanité.

Nous appelons les pays qui pêchent dans les eaux du Pacifique Sud-Est à s'autoréguler et à limiter leurs activités.

Nous, membres de la Commission permanente du Pacifique Sud, à savoir les pays frères que sont le Chili, la Colombie, l'Équateur et le Pérou, condamnons la pêche illégale dans les zones adjacentes à nos eaux territoriales.

Nous avons également convenu de renforcer le partage d'informations en matière de localisation des navires afin d'améliorer le contrôle et la surveillance.

Par conséquent, l'Équateur réaffirme son engagement à préserver le milieu marin. Pour preuve, le 11 août, nous avons adhéré à l'Alliance mondiale pour les océans.

Cette initiative menée par le Royaume-Uni vise à désigner 30 % des océans du monde comme zones marines protégées.

Nous sommes également attachés à la protection de l'Amazonie.

Nous souscrivons à la Déclaration de Leticia et à ce qui est connu sous le nom d'Initiative de financement du développement durable et de la bioéconomie pour l'Amazonie.

Avec la création du fonds multi-donateurs administré par la Banque interaméricaine de développement, des ressources importantes seront allouées pour protéger le poumon de la planète et améliorer la qualité de vie des peuples autochtones.

Nous sommes confrontés à de nouveaux défis dont la solution réside dans l'unité et la paix, et non dans le conflit.

Récemment, 172 pays ont soutenu l'appel du Secrétaire général en faveur d'un cessez-le-feu mondial et de la réduction au silence de toutes les armes.

Nous sommes convaincus que cet appel et la résolution du Conseil de sécurité y relative (résolution 2532 (2020) du Conseil de sécurité) constitueront une première étape vers l'instauration d'une paix définitive et durable dans le monde entier.

Aujourd'hui, notre obligation est de joindre nos efforts et de lutter contre la pandémie.

Pour l'instant, voilà notre ennemi commun !

Récemment, la commémoration des bombardements d'Hiroshima et de Nagasaki a servi à nous rappeler les conséquences dévastatrices des armes nucléaires. Aussi, nous nous félicitons de l'entrée en vigueur imminente du Traité sur l'interdiction des armes nucléaires.

La pandémie doit être une raison supplémentaire pour renforcer les obligations en matière de désarmement et rendre disponibles les ressources nécessaires à la revitalisation.

Chers amis et chefs d'État et de gouvernement, je conclus en soulignant que l'Équateur soutient fermement l'initiative visant à faire avancer une véritable réforme du système des Nations Unies.

Il faut garantir une plus grande application du principe de responsabilité et en maximiser l'efficacité.

Il est impératif de réviser le système que nous avons créé à la fin de la Deuxième Guerre mondiale, car il ne reflète pas la réalité actuelle.

Par ailleurs, il importe de garantir l'affectation des fonds. À cette fin, les États doivent s'acquitter de l'obligation qui leur incombe de verser des contributions à l'Organisation, sans conditions ni menaces.

Aujourd'hui, nos peuples exigent qu'on coopère pour pouvoir faire face aux défis économiques et sociaux de l'ère de l'après-COVID-19.

Ce n'est qu'ensemble que nous pourrons gagner cette guerre cruelle, une guerre cruelle qui a déjà coûté la vie à près d'un million de personnes.

Chers amis, j'espère que, dans un avenir très proche, nous pourrons nous donner l'accolade fraternelle que nous nous devons à l'intérieur et à l'extérieur de nos pays.

Je vous remercie.

Bolivie (voir A/75/PV.7, annexe II)

Allocution de M^me^ Jeanine Áñez Chávez, Présidente constitutionnelle de l'État plurinational de Bolivie

Prononcée le mercredi 23 septembre 2020 à la 7^e^ séance de l'Assemblée générale

[Original : espagnol]

Merci beaucoup. C'est un plaisir et un honneur d'être présente dans la salle de l'Assemblée avec vous tous.

Jamais l'Amérique latine n'a su aussi clairement le choix qu'elle doit faire des deux voies qui s'offrent à elle.

Ces deux voies ne mènent – comme l'ont affirmé de nombreux intellectuels de la région – ni à la gauche ni à la droite ; ni à l'étatisme ni au néolibéralisme ; ni au socialisme ni au capitalisme.

Ces deux voies, dont l'une doit être choisie, sont plus simples. L'une est la voie de la liberté et l'autre celle de l'oppression.

En d'autres termes, nous sommes une fois de plus confrontés au dilemme que pose le choix de la démocratie ou de la dictature. Autrement dit, nous sommes confrontés au dilemme de la modernité.

Avons-nous créé l'État pour opprimer ou pour garantir la liberté ? Mesdames et Messieurs, il est temps de se décider.

Admettons que globalement, l'Amérique latine n'a pas surmonté la menace de l'autoritarisme.

Et admettons que des personnes très importantes dans la sphère politique latino-américaine restent tentées par l'autoritarisme.

Par conséquent, admettons que bon nombre de sociétés risquent de se laisser aller à de nouvelles formes d'autoritarisme et d'oppression.

Quelles sont ces nouvelles formes d'autoritarisme qui menacent plusieurs de nos nations ?

Elles sont simplement le prolongement du caudillisme et du populisme autoritaire.

Ces nouvelles formes encouragent l'appropriation et, si nécessaire, l'embrigadement de la vie publique par un caudillo et sa clientèle.

Il n'est pas question de partis, de forces armées, de syndicats ou d'idéologies. En somme, cela n'a rien à voir avec la manière dont une organisation ou une institution conçoit l'intérêt général.

Il s'agit d'une quête individuelle du pouvoir.

Ces objectifs visent à permettre au caudillo et à sa clientèle d'obtenir le contrôle total de la sphère politique, de la culture, de l'économie et, en fin de compte, de la liberté du peuple.

Ces objectifs sont ancrés dans la notion de privilège. Et, pour cette raison, ils sont contraires à la notion de droits.

C’est le système de la minorité. C’est le système des castes. C’est le système des élites politiques. C’est le système du clan politique.

Autrement dit, l’Amérique latine a devant elle la voie offerte par le caudillisme et le populisme autoritaire. Mais, elle a aussi une autre voie, différente et opposée à celle du caudillisme et du populisme autoritaire, qui respecte le peuple et repose sur la démocratie. En effet, après avoir vécu l’ère populiste, l’Amérique latine a la possibilité de construire une coexistence politique, basée sur la tradition républicaine – qui est la tradition de la liberté.

C’est la voie que nous construisons en Bolivie. C’est la voie qui redonnera le pouvoir au peuple. C’est la voie qui mènera à la légitimité de l’état de droit.

C’est la voie qui permettra de triompher d’une décennie de caudillisme populiste et autoritaire. C’est la voie qui mènera à la restauration de la liberté des citoyens.

Et c’est précisément pour construire cette voie vers la liberté que nous soutenons l’organisation d’élections justes et transparentes le 18 octobre.

Et nous les soutenons malgré le fait que des partisans du caudillisme populiste ont tenté de les arrêter et de les saboter par des actes violents il y a quelques semaines.

Ces actes comprenaient l’installation de barrages sur les autoroutes afin de bloquer l’acheminement de l’oxygène destiné aux patients souffrant de la COVID-19. C’était une façon particulièrement inhumaine et cruelle de semer le chaos et la terreur. Ces actes ont entraîné la mort et des dégâts qui, aux yeux de la loi, peuvent clairement être considérés comme des crimes contre l’humanité.

Cependant, le peuple bolivien a courageusement et résolument mis fin à la tentative organisée et systématique de renverser la démocratie et de réinstaller la dictature en Bolivie. Nous sommes un peuple qui a décidé de tourner la page et de laisser derrière lui la dictature populiste.

Nous sommes un peuple qui ne veut plus voir les gouvernements construire des palais ou des musées dédiés au caudillo. Nous sommes un peuple qui rêve de démocratie, de soins de santé, l’emploi, d’éducation et d’opportunités.

Et c’est pourquoi la décision prise par le Gouvernement actuel d’investir 10 % du budget national dans les soins de santé est une mesure très importante pour la Bolivie.

Et c’est aussi pourquoi les efforts que nous avons fournis dans le domaine de la santé ont été essentiels pour réaliser en trois mois ce qui n’avait pas été fait depuis des décennies dans notre pays. Ils ont permis de créer des milliers d’emplois dans le secteur de la santé et de lancer d’autres initiatives visant à équiper les hôpitaux et à traiter gratuitement les milliers de citoyens qui ont contracté la maladie à coronavirus.

De même, conformément à l’objectif visant à fonder une république – un gouvernement du peuple, un gouvernement régi par le droit pour tous et un gouvernement voué à la liberté politique – en Bolivie nous avons mis en place un système de soutien au peuple, qui est inédit dans notre histoire.

La pandémie nous a rappelé à quel point l’entraide est importante.

Elle nous a rappelé la valeur chrétienne qui nous demande de prendre soin les uns des autres. Et elle nous a rappelé que l’éthique de l’aide mutuelle est la voie menant à une coexistence saine entre des personnes qui se considèrent comme des frères et sœurs, libres et égaux.

Le système de soutien et d'assistance que nous avons mis en place est basé sur la distribution de bons de caisse à la population – directement à toutes les familles boliviennes, l'accent étant mis sur les personnes et les familles qui sont le plus dans le besoin.

Alors, considérant les deux voies, la liberté et l'oppression, que j'ai pris la liberté d'exposer, il m'est agréable d'informer l'Assemblée que la Bolivie a choisi le chemin de la liberté.

Toutefois, je manquerais à mon devoir si je terminais ma déclaration sans condamner devant le monde entier l'attaque systématique et abusive que le Gouvernement kirchneriste mène depuis l'Argentine contre les institutions et les valeurs républicaines de la Bolivie.

Nous n'avons rien contre le noble peuple argentin. De plus, c'est un pays que nous estimons et aimons comme un frère. Nous n'avons rien contre le péronisme, que nous considérons comme une tradition politique – une tradition populaire nationale – et qui a été le moteur de réalisations importantes dans la modernisation sociale de l'Argentine.

C'est une tradition que nous connaissons bien en Bolivie où la Révolution de 1952, qui a illustré cette tradition populaire nationale, a ouvert la voie à des progrès extraordinaires en matière d'égalité et de justice sociale.

Nous ne nourrissons non plus aucune amertume contre d'autres gouvernements, comme celui de La Havane, avec lequel nous sommes en désaccord sur le plan idéologique. Cependant, nous entretenons le respect et la courtoisie qui caractérisent les relations entre deux États souverains et entre deux peuples frères, qui partagent une histoire commune.

Toutefois, le cas du Gouvernement argentin est différent. Il relève du comportement que j'ai décrit plus tôt lorsque j'ai évoqué les castes populistes, qui n'hésitent pas à utiliser des méthodes réellement abusives pour concrétiser leurs plans, obtenir le pouvoir et prendre des positions contraires à la promotion de la liberté.

De quel droit le Gouvernement argentin fait-il de l'ingérence la clef de sa politique étrangère envers la Bolivie ? Et de quel droit favorise-t-il une conspiration violente d'Evo Morales contre la démocratie bolivienne depuis le sol argentin ?

Et pire encore, de quel droit le Gouvernement argentin offre-t-il à Evo Morales l'impunité dans des affaires aussi graves que les enquêtes nationales et internationales en cours contre cet ancien dictateur, pour des violations des droits de l'homme, des violations sexuelles contre des filles ou des mineures, ou encore pour complicité de meurtre politique ?

Le populisme kirchneriste sait que la nation bolivienne n'est la propriété privée d'aucune caste. Nous sommes un peuple souverain et respectable.

La Bolivie est respectée. La démocratie bolivienne est respectée. Le peuple bolivien se respecte lui-même.

Je ne saurais non plus manquer d'évoquer la question maritime dans ce discours. J'engage la communauté internationale, en ces temps nouveaux, à régler par la négociation et la compréhension fraternelle les problèmes majeurs et en suspens entre les États, tels que l'absence d'accès souverain de la Bolivie à l'océan Pacifique.

Mesdames et Messieurs :

La Bolivie a choisi la liberté. Elle a choisi la république. Et peu importe les ennemis, le plus important est que la démocratie, la liberté, les institutions et les valeurs républicaines seront pérennes en Bolivie.

Nous invitons le monde à observer notre processus électoral qui, contrairement à celui promu par Evo Morales l'année dernière, sera propre et sans fraude. Nous invitons le monde à observer notre système d'aide, de liens et de solidarité, qui a ouvert en Bolivie une période historique d'assistance à celles et ceux qui en ont le plus besoin.

Nous invitons le monde à visiter notre pays, car nous sommes un peuple qui, malgré les nombreuses difficultés politiques, sociales, économiques et sanitaires, envisage désormais l'avenir avec courage, liberté et joie.

Je vous remercie. Que Dieu vous bénisse.

Ukraine (voir A/75/PV.7, annexe III)

Allocution de M. Volodymyr Zelenskyy, Président de l'Ukraine

Prononcée le mercredi 23 septembre 2020 à la 7e séance de l'Assemblée générale

[Original : ukrainien ; texte anglais fourni par la délégation]

Monsieur le Président,

Excellences ! Mesdames et Messieurs !

Au nom de l'Ukraine, j'ai l'honneur de vous féliciter, M. Bozkir, pour votre élection à la présidence de l'Assemblée générale des Nations Unies à sa soixante-quinzième session. Vous dirigez l'Assemblée dans une période difficile où même les instruments et formats internationaux traditionnels pourraient ne pas fonctionner. C'est pourquoi je tiens à vous assurer que l'Ukraine a été et continuera d'être un partenaire fiable pour vous et l'Organisation des Nations Unies, même si nous sommes séparés par des milliers de kilomètres.

Il y a un an, à New York, nous avons discuté des menaces qui pèsent sur l'avenir du monde, nous avons élaboré des plans, nous avons formulé des prévisions. Mais, qui aurait pu imaginer à l'époque que l'année 2020 serait une telle épreuve de force pour la planète ? Les pays ferment leurs frontières, les Jeux olympiques d'été sont reportés, et la session de l'Assemblée générale des Nations Unies se tient en ligne. Il y a un an, nous aurions dit que ceci est le scénario d'un blockbuster apocalyptique, et non la réalité de 2020.

Dans un contexte aussi difficile pour le monde, il est logique de rappeler les sentiments qu'avaient les dirigeants des États fondateurs de l'ONU il y a 75 ans. L'humanité venait de survivre à la guerre la plus horrible. Le monde ressemblait à un soldat qui se promenait dans un champ ensanglanté une minute après l'arrêt des explosions. Émacié, évidé, perdu, mais vivant.

La Deuxième Guerre mondiale était un « tremblement de terre mondial » qui a fait des dizaines de millions de victimes. Pourtant, l'humanité a réussi à se relever. Et le 24 octobre 1945, à la conférence de San Francisco, les nations fondatrices de l'ONU, dont l'Ukraine, ont mis de côté toutes les contradictions et se sont unies pour bâtir ensemble un monde meilleur.

Il est indéniable qu'au cours de ces 75 années, de nombreux progrès ont été réalisés en matière de développement économique, d'élimination de la pauvreté, de réduction des guerres et des cataclysmes qui auraient pu se produire sans l'ONU. L'humanité a conquis l'espace, et peut même tenir des sessions de l'ONU à distance grâce aux technologies modernes.

Pour emprunter au langage de ces technologies, je dirai que l'ONU est devenue un logiciel qui a sauvé le monde d'erreurs critiques.

Dans le même temps, nous devons reconnaître que le système est de plus en plus défaillant. Il est attaqué par de nouveaux « bugs » ou « virus ». Et on ne les contient pas toujours efficacement

Je le dis en tant que chef d'un État dans lequel, au XXIe siècle, la Fédération de Russie a annexé la péninsule de Crimée. Chef d'un État qui, pour la septième année consécutive, refrène l'agression militaire de la Russie dans la région du Donbass.

Quels auraient été les sentiments des fondateurs de l'ONU s'ils avaient su que 75 ans plus tard, au centre de l'Europe, il y aurait une guerre ? Qu'en Crimée, les droits de l'homme seraient violés de manière flagrante, que des Ukrainiens et des Tatars de Crimée seraient persécutés. Que la militarisation de la péninsule et des zones maritimes environnantes, s'accentuerait, compromettant ainsi l'équilibre en matière de sécurité dans la région de la mer Noire. Changeraient-ils quelque chose à la Charte et aux mécanismes des Nations Unies s'ils avaient su que 75 ans plus tard, suite à la guerre du Donbass, il y aurait 14 000 morts et près de 1,5 million de personnes perdraient leur foyer ?

L'année dernière, nous avons prouvé de manière indéniable que l'Ukraine aspire vraiment à la paix. Nous avons réussi à débloquer le dialogue, nous avons repris les réunions des dirigeants du format Normandie, nous avons fait des progrès substantiels s'agissant de la libération mutuelle de détenus. Et à partir du 27 juillet, un cessez-le-feu général a été mis en place, ce qui, malgré les tentatives visant à le perturber, ravive l'espoir d'obtenir un cessez-le-feu durable. Et il est indispensable de continuer de progresser vers une paix véritable.

Les prochaines étapes sur cette voie doivent être le retrait des formations militaires et des armements illégaux des territoires occupés, le retour du contrôle de la frontière de l'État et enfin, la restauration de l'intégrité territoriale de l'Ukraine à l'intérieur des frontières internationalement reconnues.

Nous sommes reconnaissants à nos partenaires internationaux pour leur aide et leur soutien sur cette voie difficile. Nous espérons que la communauté internationale fera preuve d'une plus grande unité sur cette cause. Je suis convaincu que ce sont les Nations Unies qui doivent jouer un rôle important dans la restauration de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de l'Ukraine, ainsi que dans le respect du droit international. Nous devons améliorer les mécanismes existants à cette fin.

Il est inacceptable que la souveraineté d'un État indépendant soit violée par l'un des membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU. Cela prouve en fin de compte que les mécanismes de 1945 ne fonctionnent pas pleinement aujourd'hui. Tout cela peut entraîner une nouvelle dévalorisation du Conseil de sécurité. L'Ukraine participera activement à sa réforme. Cet organe doit devenir plus représentatif, plus équilibré, plus transparent et plus efficace. Il est dans l'intérêt des Nations Unies de disposer d'un instrument efficace si quelqu'un viole le droit de veto et abuse du statut de membre permanent du Conseil de sécurité.

En outre, profitant de cette occasion, je souhaite inviter nos amis à participer à la mise en place du cadre international de la Crimée pour des actions concertées visant à protéger les droits des Criméens et à mettre fin à l'occupation de la péninsule.

J'appelle également à soutenir la résolution actualisée, intitulée « Situation des droits de l'homme dans la République autonome de Crimée et la ville de Sébastopol (Ukraine) », qui sera présentée à l'Assemblée générale d'ici la fin de l'année.

Et le plus important – les cas de la Crimée et du Donbass ne doivent pas devenir un élément familier du paysage international où seuls les rapports, conférences et déclarations protocolaires à l'occasion des anniversaires de l'occupation seront considérés comme une réaction internationale suffisante.

Au contraire, tant que la plaie au centre de l'Europe continuera de saigner, la douleur sera ressentie dans le monde entier. Et la seule recette pour un traitement efficace, c'est la fin de l'occupation de la Crimée et de la région du Donbass.

Je crois savoir que depuis 2014, ce message est entendu chaque année à l'ONU. Mais c'est exactement là que se situe le plus gros problème. Et il ne s'agit pas seulement du cas ukrainien, mais de toutes les menaces globales qui pèsent sur la planète, et dont les rapports s'allongent d'année en année.

Et le plus terrifiant, c'est que les calamités sont devenues la nouvelle norme. Le monde s'est habitué à recevoir des nouvelles horribles. Elles choquent toujours, mais sont rapidement oubliées dès qu'une nouvelle mine d'information explose sur la scène internationale.

À la session de l'Assemblée de l'année dernière, j'ai déclaré que :« La notion de guerre d'autrui a disparu. Notre planète n'est plus aussi grande ».

L'affaire du vol MH17 en est la preuve. Les menaces environnementales le prouvent ; les problèmes d'accès aux aliments et à l'eau potable aussi.

Cela est prouvé par les menaces liées à l'information qui pèsent sur le monde. Lorsque la désinformation et les informations fallacieuses peuvent influencer les marchés mondiaux, les bourses et même les processus électoraux.

L'Ukraine, un des pays qui depuis 2014 s'oppose activement à la propagande et aux attaques dans le domaine de l'information, est prête à installer à Kiev le siège du bureau international de lutte contre la désinformation et la propagande.

Le fait que notre planète n'est plus si grande a enfin été prouvé en 2020. Des incendies en Australie qui ont secoué le monde. Ou l'écrasement d'un Boeing 737, lorsqu'un avion ukrainien transportant des citoyens ukrainiens, canadiens, iraniens, afghans, britanniques et suédois a été abattu au-dessus du territoire iranien.

Et bien sûr – la pandémie de la COVID-19, qui s'est propagée à la vitesse de l'éclair. L'humanité n'a même pas eu le temps de chercher « Covid » et « Wuhan » dans Google que le coronavirus frappait déjà à la porte de chaque maison.

Pensez également à la chose suivante. Le coronavirus n'épargne personne. Que le pays dispose d'armes nucléaires ou que son PIB soit élevé, que l'État fasse partie du G7 ou du G20, que le christianisme, l'islam, le judaïsme ou d'autres religions soient professés dans ce pays, tout cela n'a aucune importance pour la COVID.

La COVID-19 a montré que la mondialisation ne renvoie pas uniquement à un monde sans frontières. Il s'agit également d'une responsabilité mondiale, car la lutte contre les menaces communes ne doit pas juste impliquer 7 ou 20 pays, mais au moins 193 pays.

Aujourd'hui, nous sommes conscients qu'une année ne suffira pas pour combattre la COVID-19. Ce n'est pas la dernière pandémie que nous devrons affronter. C'est pourquoi nous devons sortir de la crise actuelle plus forts et bien préparés.

C'est un test pour tous les pays. Une course aux ressources limitées ne fera qu'exacerber les problèmes. Nous avons besoin de sincérité dans le dialogue et de solidarité active, car c'est là que réside la valeur du multilatéralisme.

Nous devons surmonter ensemble la plus grave crise économique de ces dernières années. Les prévisions de baisse du PIB sont parfois à deux chiffres. Ce ne sont pas seulement des statistiques qui intéressent certains experts. Il s'agit de la réduction de la qualité de vie de milliards de personnes, et de la menace de famine qui pèse sur des millions d'entre elles.

Conjuguer les efforts de tous les pays est un impératif de notre époque. L'Ukraine ne peut pas rester à l'écart et elle est prête à apporter sa propre contribution pour assurer, en particulier, la sécurité alimentaire de l'humanité.

Monsieur le Président,

Chaque année, l'appel à l'action en lieu et place des discussions se fait de plus en plus fort à l'Assemblée générale. Cela témoigne de la crise dans laquelle se trouvent l'ONU, l'architecture de sécurité, la santé de l'humanité, nos économies et le monde dans son ensemble.

Le soixante-quinzième anniversaire de la création de l'ONU doit donner une impulsion à la transformation de l'Organisation en un organe plus dynamique et plus efficace.

Je veux vraiment commencer mon discours en 2021 en disant que la soixante-quinzième session de l'Assemblée générale restera marquée dans l'histoire comme l'illustration du retour à un multilatéralisme actif et à une solidarité internationale efficace.

Une session qui a permis de rappeler les buts et les principes inscrits dans la Charte des Nations Unies, et de commencer à les suivre de manière permanente et résolue.

Une session qui a fait revivre la vérité qui était fondamentale à la création de l'ONU : nous n'avons pas de planète B. Nous vivons ici et une seule fois.

Et c'est exactement l'avenir que nous voulons, et c'est exactement l'ONU qu'il nous faut. Je vous souhaite sincèrement, Monsieur le Président, d'atteindre cet objectif, avec toutes les parties prenantes. Je suis convaincu qu'il s'agit des 193 États Membres de l'ONU.

Je vous remercie de votre attention.

Suriname (voir A/75/PV.7, annexe IV)

Allocution de M. Chandrikapersad Santokhi, Président de la République du Suriname

Prononcée le mercredi 23 septembre 2020 à la 7e séance de l'Assemblée générale

[Original : anglais]

S. E. Volkan Bozkir, Président de l'Assemblée générale,

S. E. António Guterres, Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies,

Excellences, Collègues, Ministres et Représentants permanents,

Mesdames et Messieurs,

Monsieur le Président,

Nous nous trouvons en effet à un moment inédit pendant l'anniversaire historique de cet organe fédérateur mondial des Nations. C'aurait été un honneur pour moi de prononcer personnellement mon premier discours à la tribune de l'Assemblée générale. L'apparition de la COVID-19 et la prévalence continue ont empêché cela. Heureusement, nous pouvons faire un usage optimal de la technologie moderne.

En tant que Président de la soixante-quinzième session de l'Assemblée générale, vous serez sans aucun doute confronté à des défis dans la conduite des relations internationales et de la diplomatie des conférences. Qu'il me soit permis de vous assurer de notre plein soutien dans l'exercice de vos fonctions.

Nous saluons votre prédécesseur, M. Tijjani Muhammad-Bande, pour la compétence avec laquelle il a dirigé la session précédente et lui souhaitons plein succès dans ses entreprises futures.

Nous tenons à rendre hommage au Secrétaire général António Guterres pour les efforts remarquables qu'il déploie à la tête de l'Organisation.

Monsieur le Président,

Outre le lourd tribut en vies humaines qu'elle prélève, la pandémie de la COVID-19 bouleverse les chaînes d'approvisionnement alimentaire, paralyse les économies et érode le pouvoir d'achat des consommateurs.

Le rapport de l'Organisation des Nations Unies intitulé « Situation et perspectives de l'économie mondiale à la mi-2020 » a confirmé ce que nous avons vécu en tant que dirigeants et communautés, à savoir que la pandémie a déclenché une crise sanitaire et économique sans précédent par son ampleur et sa portée.

Cela nous oblige, en tant que communauté internationale, à adopter le multilatéralisme comme le moyen efficace permettant de gagner cette bataille et comme meilleure défense contre les futures menaces mondiales, et à continuer de chercher des moyens efficaces pour soutenir les petites nations vulnérables.

Le thème de la session du débat général de cette année est donc opportun.

Monsieur le Président,

L'Organisation des Nations Unies reste la première organisation multilatérale internationale et elle doit exercer son rôle et occuper sa place de choix dans le

développement et la promotion des principes relatifs aux relations internationales, au droit international, à la paix internationale et au développement.

Dans le même temps, l'ONU joue un rôle essentiel en rassemblant le monde pour défendre les droits de l'homme, la démocratie et les institutions démocratiques, faire respecter l'état de droit et la bonne gouvernance, maintenir la paix et la sécurité et progresser sur la voie de la réalisation des 17 objectifs de développement durable.

Malgré les progrès considérables réalisés dans le cadre des discussions mondiales sur divers sujets – des changements climatiques au développement durable, en passant par les migrations, les réfugiés, le terrorisme, la cyberguerre et la prolifération nucléaire –, nous avons constaté que le multilatéralisme est parfois attaqué.

Depuis la création de l'ONU il y a 75 ans, la scène géopolitique a radicalement changé. La composition du Conseil de sécurité et ses méthodes de travail doivent faire l'objet d'une évaluation structurée.

Imaginez un peu : cela fait plus de deux décennies que nous élaborons la réforme de cet organe principal !

Il convient donc de se demander si cet organe est toujours pertinent dans sa forme actuelle. Répond-il aux questions que posent les aspirations et les défis actuels ?

J'espère, Monsieur le Président, que nous ne devrons pas à nouveau nous poser cette question dans 75 ans !

Par conséquent, il est de la plus haute importance que le multilatéralisme s'adapte aux temps qui changent.

J'appelle la communauté internationale des nations à se lancer dans une évaluation stratégique du cadre multilatéral actuel.

Sur la base des réalités et des défis actuels, osons créer un nouveau multilatéralisme qui soit fondamentalement axé sur la paix et la prospérité de toutes les nations et qui permette d'accroître l'efficacité du cadre institutionnel qui l'accompagne.

Un multilatéralisme qui reconnaît que toutes les nations, indépendamment de leur taille, de leur niveau de développement et de leur place dans l'ordre mondial, sont égales et respectées ;

Un multilatéralisme dans lequel le respect par chaque État du droit international et des principes internationalement acceptés constitue le fondement de nos interactions ;

Un multilatéralisme fondé sur la coopération internationale pour faire face aux nombreux défis mondiaux et saisir les opportunités communes, qui favorise une culture d'inclusion et d'égalité ;

Les mesures unilatérales se sont toujours révélées contre-productives et ne permettront jamais d'atteindre un objectif défini. Néanmoins, le dialogue et la participation active de tous les pays, en tenant compte des principes internationaux, est ce vers quoi nous devrions tendre.

Surtout, Monsieur le Président, un multilatéralisme qui nous oblige à renouveler notre engagement en faveur de la vision inscrite dans la Charte des Nations Unies.

À cet égard, nous demandons la levée du blocus économique, financier et commercial unilatéral qui frappe depuis longtemps la République de Cuba et son peuple.

Multilatéralisme et changements climatiques

Monsieur le Président,

Alors que la communauté internationale se concentre actuellement sur la gestion et la limitation de la propagation de la pandémie de COVID-19, nous devons continuer de nous intéresser à d'autres défis ayant un impact égal voire plus important sur le développement durable des pays et de la planète entière.

La lutte contre les effets des changements climatiques est l'un de ces défis.

Avec ses plus de 385 kilomètres de côtes de faible élévation, le Suriname fait partie des 10 pays les plus vulnérables aux effets désastreux de l'élévation du niveau de la mer due au réchauffement climatique.

Malgré cette position, le Suriname a pris l'initiative, en tant que pays ayant la plus grande couverture forestière et un faible taux de déforestation, de plaider pour la mobilisation de ressources financières en faveur de notre développement durable, tout en contribuant fortement à l'atténuation du réchauffement climatique.

On estime que nos forêts sur pied stockent 12 gigatonnes de carbone forestier par an. Je pense que c'est loin d'être une contribution modeste !

Ces engagements nationaux ne peuvent servir que des préoccupations nationales précises, mais pour maximiser leur impact, un engagement international fort est nécessaire, avec des objectifs ambitieux et réalistes.

Le Suriname mettra fortement l'accent sur la création d'investissements et de débouchés commerciaux. C'est principalement pour cette raison que mon administration va mettre au point le plan de mise en œuvre le plus vaste de l'objectif de développement durable no 17, par la promotion et la facilitation de partenariats public-privé fiables et exempts de corruption.

Réforme du système international

Monsieur le Président,

Ces dernières années, nous avons procédé à des réformes du système des Nations Unies, mais il reste beaucoup à faire.

La participation des pays en développement, en particulier des petites économies, au système financier et commercial mondial est une des réformes qui s'imposent depuis longtemps.

Je pense qu'une collaboration stratégique mondiale et des approches financières et économiques complémentaires sont nécessaires. Cela peut être réalisé par des partenariats plus étroits entre le FMI, la Banque mondiale et l'OMC.

La voie à suivre

Monsieur le Président,

Les pays en développement et les nations du Sud ne doivent pas être passifs dans leur quête de développement.

Par conséquent, la coopération Sud-Sud, sans exclure les relations Nord-Sud, doit être davantage explorée et étendue au regard de la définition et de la promotion des intérêts économiques et commerciaux collectifs.

C’est principalement pour cette raison que nos peuples nous ont élus. C’est ce que la communauté internationale attend de ses dirigeants, qu’ils soient des exemples de leadership et des modèles d’espoir pour notre humanité commune.

C’est cet espoir qui nous permet d’abattre les murs de la méfiance, qui peut prendre la forme de l’intolérance, de la peur ou de la violence. C’est cet espoir qui nous conduit à rechercher la paix et la prospérité comme l’ont fait nos prédécesseurs.

C’est encore cet espoir qui donnera à la prochaine génération de dirigeants la force d’élever cette assemblée internationale des dirigeants du monde à un niveau où, collectivement, les nations du monde doivent trouver les moyens de bâtir une vie meilleure pour l’ensemble de la communauté mondiale, pour les 75 années à venir.

Je nous félicite tous d’avoir atteint cet anniversaire important. Dans l’unité, le respect et la solidarité, que chacun de nous s’applique à rendre les 75 prochaines années meilleures encore et à économiser pour notre avenir.

Je vous remercie.

Suisse (voir A/75/PV.7, annexe V)

Allocution de M^me^ Simonetta Sommaruga, Président de la Confédération suisse

Prononcée le mercredi 23 septembre 2020 à la 7^e^ séance de l'Assemblée générale

Monsieur le Président de l'Assemblée générale,

Monsieur le Secrétaire-général,

Mesdames et messieurs leschefs d'État et de gouvernement,

Excellences,

Mesdames et messieurs,

Il est des moments qui marquent de leur empreinte des générations entières. La fondation de l'Organisation des Nations Unies il y a 75 ans a été un tel moment. Pour cela, nous devons être reconnaissants à nos parents.

Pouvons-nous néanmoins aujourd'hui nous permettre un regard critique sur l'ONU ? – Oui, nous le pouvons... Nous le devons même.

En effet, 75 ans plus tard, il y a toujours des guerres, plus de réfugiés et de déplacés que jamais, une crise climatique pour l'heure sans solution, des millions d'êtres humains souffrant de la faim, et l'égalité entre les hommes et les femmes qui n'est pas réalisée.

Nous pourrions critiquer l'ONU pour cela – mais au fond, quand nous parlons de « l'ONU », de qui parlons-nous ? – Nous parlons en fait de nous-mêmes, car l'ONU, c'est ses États Membres. Et ceux-ci font souvent obstacle au travail de l'ONU. Ils bloquent des décisions ou refusent de les mettre en œuvre, ils torpillent des résolutions et en violent les principes.

Cela affaiblit l'ONU. Et par là-même, cela nous affaiblit nous tous. Si nous voulons une ONU forte, alors nous devons, nous les États Membres, soutenir avec force l'Organisation et poursuivre ensemble ses objectifs. Car les objectifs de l'ONU sont nos objectifs.

Mesdames et messieurs,

Nous vivons dans une époque marquée par des tensions géopolitiques. Nombre d'États sont aussi de plus en plus polarisés dans leurs affaires intérieures.

Plus que jamais, l'ONU est indispensable pour la promotion de la paix et de la sécurité dans le monde. Elle incarne la cause des droits de l'homme, celle du développement durable ainsi que celle d'un monde réglé par le droit. Nous serions donc bien avisés de poursuivre ensemble les objectifs de l'ONU car ils nous profitent à tous et nous renforcent.

Mon pays est fier de contribuer à la réalisation des objectifs de l'ONU, même si cela n'est pas toujours aisé. Traduire en politique nationale les objectifs que nous nous sommes par exemple fixés dans le domaine climatique ou en matière d'égalité des sexes est difficile. Mais c'est pour cela que nous tous, hommes et femmes politiques, sommes élus : pour offrir à nos populations respectives et à l'humanité en général une vie décente dans la liberté et la sécurité.

Mon pays plaide aussi pour un ordre international réglé par le droit. Nous nous engageons pour le droit international humanitaire et la prévention des conflits, et offrons nos bons offices là où ils sont souhaités. Mon pays est prêt à assumer encore davantage de responsabilités et c'est pour cela que la Suisse est, pour la première fois, candidate à un siège non permanent au Conseil de sécurité pour la période 2023-2024.

Bien évidemment, la Suisse appuie sans réserve l'appel du Secrétaire-général à un cessez-le-feu mondial. Mais au-delà d'un tel appel, que faire ?

Nous devons investir encore davantage dans la prévention des conflits. Ici aussi, les droits humains doivent demeurer au centre de notre action. La « Genève internationale » contribue en ce sens également à la prévention des conflits, en accueillant par exemple le Conseil des droits de l'homme ou le Secrétariat du Traité sur le commerce des armes.

En poursuivant les pires crimes, la Cour pénale internationale contribue à mettre en œuvre le droit international humanitaire. Nous confirmons ici notre soutien à la Cour pénale internationale en tant que partie intégrante d'un ordre international réglé par le droit. Afin de faciliter des échanges sur les meilleures façons de respecter ces normes humanitaires, la Suisse a été un des premiers pays à publier un rapport volontaire sur leur mise en œuvre nationale. Mon pays serait heureux de faire des émules.

S'il est juste de tenter de prévenir les conflits et de s'efforcer d'en atténuer les pires conséquences humanitaires, il est aussi crucial de résoudre durablement les conflits en cours. En tant que capitale de la paix, la « Genève internationale » y contribue en offrant un cadre qui permet le dialogue pour les parties au conflit.

La politique de paix suisse s'appuie sur des éléments fondamentaux de la culture politique de mon pays, tels que le partage du pouvoir, l'ouverture au dialogue, la tolérance et la prise en compte des intérêts de chacun. La Suisse entend encore renforcer à l'avenir ses capacités et son expertise de médiation et de facilitation pour venir en aide à celles et ceux qui souhaitent, par la voie du dialogue, mettre fin à des conflits.

Mesdames et messieurs,

Si la « Genève internationale » contribue à la paix et à la sécurité dans le monde, elle est aussi le siège de l'Organisation mondiale de la Santé qui a joué un rôle si crucial depuis le déclenchement de la pandémie de COVID-19.

La crise sanitaire actuelle a provoqué des souffrances indicibles de par le monde. Ce sont les plus vulnérables qui ont été les plus durement touchés : l'enfant dans un camp de déplacés bondé ; la mère seule qui a perdu son emploi ; le jeune dont les perspectives professionnelles ont été anéanties ; ou encore les personnes âgées et les malades qui sont particulièrement exposés.

Mon pays s'efforce de faire face à cette pandémie au mieux.

Dans ce processus de lutte contre la pandémie, l'Organisation mondiale de la Santé joue un rôle central. En tant qu'État-hôte de l'OMS et d'autres organisations internationales dans le domaine de la santé, la Suisse s'engage pour qu'elles puissent agir efficacement. Pour cela, l'OMS doit pouvoir disposer de ressources suffisantes et du soutien de nous tous pour mener à bien ses réformes. Est-il juste d'exiger autant de cette organisation alors que celle-ci dépend à 80 % de contributions volontaires ?

Au-delà de la nécessaire lutte contre l'actuelle pandémie, il nous appartient aussi dès à présent de penser au monde qui émergera de cette crise et qui ne saurait entièrement être celui d'hier. Si toute crise est une souffrance, c'est aussi un moment de changement qui permet de se réinventer.

Réinventons-nous donc en gardant à l'esprit les objectifs que nous nous sommes fixés à nous-mêmes lors de la création de l'ONU il y a 75 ans.

Mesdames et messieurs,

Il est des moments qui marquent de leur empreinte des générations entières. Dans de tels moments, des actions décidées et courageuses sont requises. Cela est vrai aujourd'hui. Du point de vue de mon pays, les tâches les plus urgentes sont la mise en œuvre de l'Agenda 2030 pour le développement durable ainsi que de l'Accord de Paris, et un engagement accru en faveur de la paix.

C'est à nous, représentants politiques de nos pays respectifs, qu'appartient la responsabilité de prendre les bonnes décisions pour le bien de notre humanité commune et de notre planète. Assumons cette responsabilité.

Renforçons la capacité d'action de l'ONU et assurons-nous que les décisions que nous prenons aujourd'hui fassent la fierté des générations de demain.

Serbie (voir A/75/PV.7, annexe VI)

Allocution de M. Aleksandar Vučić, Président de la République de Serbie

Prononcée le mercredi 23 septembre 2020 à la 7e séance de l'Assemblée générale

[Original : anglais]

Excellences,

Le soixante-quinzième anniversaire de l'Organisation des Nations Unies et le soixante-quinzième anniversaire de la signature de la Charte des Nations Unies sont des anniversaires importants pour l'humanité entière.

La République de Serbie soutient fermement le multilatéralisme et les principes inscrits dans la Charte des Nations Unies.

L'égalité souveraine des pays, le refus d'utiliser la force, la non-ingérence dans les affaires intérieures des autres pays, le respect de la souveraineté et de l'intégrité territoriale, le règlement pacifique des conflits et le respect des différences sont des principes dont la validité n'a jamais été et ne doit jamais être remise en question.

Les grands changements intervenus sur la scène internationale au XXIe siècle ne font que renforcer la nécessité de respecter strictement la Charte des Nations Unies et ses principes fondamentaux reconnus.

En cette année de grands jubilés, nous célébrons aussi le soixante-quinzième anniversaire de la fin de la Deuxième Guerre mondiale. En tant que représentant d'un pays et d'un peuple qui ont beaucoup souffert et déploré de nombreuses victimes dans la lutte contre le nazisme et le fascisme, je veux faire comprendre qu'il est de notre devoir commun de préserver la mémoire, de tirer les enseignements du conflit le plus dévastateur de l'histoire moderne et de nous opposer ensemble à toute tentative de minimiser les crimes atroces commis pendant la Deuxième Guerre mondiale. Ce n'est qu'en tirant les leçons de ce passé amer que nous pourrons définir une vision nouvelle et plus radieuse de l'avenir.

La République de Serbie ne fait pas partie des grands pays, ni par son territoire, ni par sa population.

Par conséquent, l'Assemblée générale des Nations Unies est un lieu qui revêt la plus haute importance, un lieu où les petits aussi ont le droit et la possibilité de faire valoir leurs points de vue et de les défendre avec des arguments.

C'est pourquoi c'est un honneur pour moi de prendre la parole devant vous aujourd'hui au nom de la République de Serbie, un pays qui est fermement attaché à la politique de paix et de prospérité pour l'humanité tout entière.

Le débat que nous tenons aujourd'hui sous forme virtuelle sur l'état du monde actuel se passe de commentaire et confirme que nous devons tout faire pour préserver et renforcer l'Organisation des Nations Unies et l'Assemblée générale, en tant qu'instance de la plus haute importance au sein de laquelle tous les États Membres peuvent faire entendre leurs opinions sur les principaux sujets d'importance mondiale.

Le thème du débat de cette année nous rappelle l'importance du multilatéralisme en tant que principe fondateur de l'ONU. Nous sommes fermement convaincus que

seules des actions communes, une harmonisation et un respect mutuels permettront de trouver des réponses aux défis mondiaux tels que la pandémie actuelle de la maladie transmissible de la COVID-19.

La pandémie vient en outre nous rappeler la nécessité d'une coopération internationale étroite et intensive, dans le cadre de laquelle l'ONU et ses entités spécialisées, telles que l'Organisation mondiale de la Santé, jouent un rôle indispensable dans la riposte organisée face aux nouveaux défis qui se présentent et qui ne sont pas seulement de nature sanitaire, mais qui ont également une dimension socioéconomique, politique et sécuritaire.

La pandémie de COVID-19 vient confirmer avec force que l'ONU est une nécessité et que son rôle doit être renforcé. La pertinence de cette instance ne doit jamais être remise en question.

Nous sommes fermement convaincus que seule une coopération mutuelle, une harmonisation des positions et un respect mutuel permettront de trouver une réponse globale permettant de faire face à ce fléau moderne.

L'ONU qu'il nous faut, aujourd'hui et demain, doit être adaptée aux circonstances nouvelles et être prête à répondre de manière concertée aux défis de l'ère moderne.

En ce sens, la situation actuelle est l'occasion qu'il nous faut saisir pour promouvoir un système de coordination et de soutien international.

C'est précisément à cet égard que l'ONU doit jouer un rôle clef et c'est pourquoi nous devons travailler en permanence à l'adaptation, au renforcement et à l'efficacité du système des Nations Unies, car c'est le meilleur moyen de concrétiser pleinement l'idée de multilatéralisme.

La nouvelle réalité du monde est une autre preuve que les défis modernes ignorent les frontières nationales.

La Serbie se heurte également à des problèmes dans la lutte contre cette maladie qui a provoqué des changements profonds dans le monde entier et nous avons reçu l'aide de pays amis au moment où nous en avions le plus besoin, et je profite de cette occasion pour les remercier une fois de plus.

Je dois dire un grand merci à nos partenaires européens, à nos amis chinois, et à nos amis russes également.

De même, nous avons fait preuve de solidarité et apporté notre aide à d'autres pays et nous continuerons d'aider ceux qui en ont le plus besoin en ces temps difficiles.

Je profite de cette occasion pour exprimer ma grande gratitude pour l'aide et le soutien apportés par les Nations Unies et l'Organisation mondiale de la Santé au Gouvernement de la République de Serbie pour lutter contre la pandémie.

Et en plus du soutien financier déjà accordé pour renforcer la réponse des systèmes de santé à la COVID-19, nous continuerons de soutenir l'Organisation mondiale de la Santé, ainsi que la Coalition pour les innovations en matière de préparation aux épidémies (CEPI) en tant que partie prenante de premier plan dans le domaine de la vaccination.

Même si la pandémie a ébranlé les économies mondiales les plus fortes, je dois dire que la Serbie a réussi à maintenir un budget stable, tout comme l'ensemble du

système financier et monétaire qui est totalement prêt à suspendre les mesures d'aide à l'économie et qui est ouvert aux plans d'investissement potentiels.

Nous avons fourni d'énormes efforts pour contribuer à la survie de notre économie, tout d'abord grâce à une gestion disciplinée et responsable des finances publiques. Malgré les effets de la crise, la Serbie a obtenu d'excellents résultats économiques au cours des deux premiers trimestres de cette année, et nous avons de bonnes raisons de penser que d'ici la fin de l'année, nous resterons parmi les économies les plus stables d'Europe.

Nous ne sommes pas un pays riche, et je dirai aussi que nous ne sommes pas un pays pauvre, mais nous espérons que d'ici la fin de l'année nous aurons le plus fort taux de croissance de toute l'Europe. Jusqu'à présent, au cours des six premiers mois, nous sommes devenus le premier pays – du moins le pays ayant le taux de croissance le plus élevé, et j'espère que nous pourrons continuer sur cette lancée.

Chers amis,

L'adhésion à l'Union européenne en tant que membre à part entière est une priorité de la politique étrangère de la République de Serbie. Toutefois, nos visées européennes n'excluent pas la volonté de développer la coopération et d'approfondir les relations avec les pays de toutes les régions. Nous chérissons les relations de partenariat avec les pays occidentaux, y compris une coopération plus intensive avec les États-Unis, mais en même temps nous sommes fiers des relations exceptionnelles que nous entretenons avec la Fédération de Russie et la République populaire de Chine. Et, comme vous pouvez le voir, nous ne le cachons pas, nous sommes très fiers de nos amitiés. La coopération avec les pays amis d'Afrique, d'Asie-Pacifique et d'Amérique latine est également au centre de nos activités en matière de politique étrangère.

En outre, l'amélioration de la coopération régionale est le point de départ de notre politique étrangère, et nous pensons que dans les relations avec nos voisins, nous avons agi en tant que partenaire responsable et fiable. Nous nous engageons à préserver la stabilité régionale et à intensifier la coopération dans tous les domaines, car elle contribue au processus de réconciliation, à une relation plus étroite et au développement, et elle profite aux citoyens de toute la région.

Nous sommes conscients de la gravité et de la complexité du problème dans les relations que nous avons avec certains de nos voisins, et nous sommes déterminés à le régler exclusivement par le dialogue, en prenant en compte les intérêts de toutes les parties concernées.

À cet égard, la Serbie s'efforce de mettre un accent particulier sur le développement de la coopération économique, estimant qu'une telle approche peut contribuer à renforcer la confiance mutuelle et, partant, à faciliter la résolution des questions en suspens.

Guidés précisément par la nécessité de promouvoir la coopération économique et de créer un climat favorable aux investissements dans la région des Balkans occidentaux, à l'automne 2019, nous avons lancé avec les Premiers Ministres de la Macédoine du Nord et de l'Albanie, Zoran Zaev et Edi Rama, l'initiative visant à permettre la libre circulation des personnes, des biens, des services et des capitaux, et une coopération beaucoup plus étroite entre nos trois pays.

Je tiens à souligner que cette initiative est ouverte à d'autres acteurs des Balkans occidentaux. et je les invite à y prendre part, car elle vise essentiellement à inclure pleinement tous les habitants de notre région.

Nous pensons que la perspective européenne de la région a été et reste une incitation importante pour les processus de réforme nécessaires et la promotion de la coopération. Nous pensons que sans une intégration complète des Balkans occidentaux dans l'Union européenne, l'espace économique et politique commun du continent européen ne sera pas complet, et nous sommes convaincus que la politique d'élargissement est dans l'intérêt tant des citoyens des Balkans occidentaux que de l'Union européenne.

Je suis ravi de constater que même dans cette période difficile causée par la pandémie de la COVID-19, la région a fait preuve d'un très haut niveau de solidarité, ce qui dans une large mesure est précisément le résultat des relations constructives et proactives que la Serbie a établies au cours des années précédentes avec ses voisins. Nous avons coopéré intensivement avec les pays de la région, tant en ce qui concerne le rapatriement des citoyens que les questions d'assistance humanitaire et médicale, mais aussi l'approvisionnement régulier en marchandises.

La décision d'établir des « couloirs verts » dans notre région a été utile, car elle a permis un acheminement sans heurts de l'aide, sans retard aux frontières et aux points de passage administratifs.

Excellences,

Vous connaissez notre problème concernant la préservation de l'intégrité territoriale de la Serbie, c'est-à-dire les efforts déployés pour résoudre – malgré tous les obstacles – la question de notre province autonome du Kosovo-Metohija. C'est précisément la politique de la Serbie en faveur de la préservation de la paix et de la stabilité, de la coopération et du progrès économique, que j'ai mentionnée précédemment, qui constitue une incitation suffisante pour aborder la résolution de ce problème de longue date, dans l'intérêt des Serbes et des Albanais.

Sur cette voie, nous avons été et nous serons soumis à de nombreuses pressions parce que la Serbie est à la croisée des chemins où différents intérêts politiques se rencontrent. Nous pensons qu'il sera possible de parvenir à une solution après un dialogue long et difficile, mais je tiens à vous assurer que la Serbie n'acceptera jamais d'être humiliée. Nous n'accepterons pas tout ce qui ne représente pas un compromis. Et, par compromis, les deux parties doivent être satisfaites ou insatisfaites de manière égale.

La reprise récente du dialogue entre Belgrade et Priština sous les auspices de l'Union européenne, après presque deux ans d'impasse, est en tout cas le premier pas sur cette voie.

En outre, une grande avancée dans la recherche d'une solution mutuellement acceptable à la question du Kosovo-Metohija est la récente signature à Washington de l'accord sur la normalisation économique, qui porte sur un ensemble de projets économiques et d'infrastructures, qui devraient permettre à tous les citoyens de cette partie de notre pays et de notre région d'avoir une vie meilleure.

Je saisis cette occasion pour souligner et saluer le rôle très constructif et important que l'Administration de Donald Trump, Président des États-Unis d'Amérique, a joué

dans la conclusion de cet accord, qui est un signal important de sa volonté de trouver une solution durable et viable à cette question importante.

Le dialogue entre Belgrade et les institutions provisoires d'administration autonome de Priština, qui s'est poursuivi à Bruxelles avec l'intermédiation de l'Union européenne est la véritable voie pour parvenir à un accord durable entre les deux parties, mais le point de départ ne peut en aucun cas être l'humiliante et inacceptable prétendue indépendance du Kosovo.

Malgré tout, nous pensons que l'accord entre les Serbes et les Albanais est un élément majeur de la stabilité régionale. La République de Serbie reste déterminée à trouver une solution de compromis à la question du Kosovo et à bâtir un avenir commun grâce à la politique de paix et de coopération.

Mesdames et Messieurs, Excellences,

La République de Serbie n'est pas seulement attachée à la paix et à la sécurité ainsi qu'à la prospérité sociale et économique aux niveaux national et régional, mais elle est également consciente qu'il importe de s'engager activement dans ces domaines au niveau mondial. Nous attachons une grande importance aux efforts déployés par l'ONU pour promouvoir et préserver la paix et la sécurité dans le monde, et nous participons activement au système de sécurité collective.

Poursuivant la tradition de participation de la Yougoslavie aux missions de maintien de la paix des Nations Unies, commencée en 1956, des représentants de la Serbie participent activement aux missions de maintien de la paix des Nations Unies et de l'Union européenne. C'est avec une grande fierté que nous rappelons que nous sommes le pays chef de file de la région des Balkans occidentaux et le neuvième contributeur sur la liste des principales forces armées et de police européennes participant aux missions des Nations Unies.

En outre, la Serbie continuera de contribuer à la lutte contre le terrorisme en mettant pleinement en œuvre la Stratégie antiterroriste mondiale de l'Organisation des Nations Unies et les résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU en la matière.

L'adoption du Programme de développement durable à l'horizon 2030 ainsi que l'Accord de Paris sur les changements climatiques sont des étapes clefs pour faire face à certains des plus grands défis actuels – l'instabilité économique mondiale, l'inégalité sociale croissante et les effets des changements climatiques.

Chers amis,

La Charte des Nations Unies doit être la « Constitution » de la communauté internationale moderne, un ensemble de principes de base régissant les relations internationales et les processus de la communauté internationale dont il ne faut pas s'écarter.

Malheureusement, à la toute fin du XX^{e} siècle, dans mon pays, nous avons été les témoins et les victimes de mesures et d'activités unilatérales qui sapent et remettent en question non seulement l'efficacité des mécanismes de multilatéralisme et de coopération internationale, mais aussi le droit international lui-même.

La République fédérale de Yougoslavie, à l'époque, avait été bombardée sans le consentement du Conseil de sécurité de l'ONU, ce qui constituait la violation la plus grave de la Charte des Nations Unies.

Par la suite, de manière unilatérale, les institutions provisoires d'administration autonome de Priština ont déclaré l'indépendance du prétendu Kosovo, violant la résolution 1244 (1999) du Conseil de sécurité de l'ONU et compromettant sérieusement la stabilité de la République de Serbie, mais aussi de toute la région. Qu'il me soit permis de rappeler que la République de Serbie est pleinement résolue à trouver une solution de compromis à la question du Kosovo-Metohija. Notre politique est responsable ; nous faisons tout pour protéger les intérêts de notre peuple, mais aussi la paix et la stabilité régionales.

En défendant sa souveraineté et son intégrité territoriale et en respectant la résolution 1244 (1999) du Conseil de sécurité de l'ONU, la République de Serbie défend en même temps le droit international, la Charte des Nations Unies ainsi que la suprématie du Conseil de sécurité.

Nous pensons que dans la période à venir, il faut redoubler les efforts déployés en matière de préservation des principes sur lesquels l'Organisation a été fondée il y a 75 ans. Nous sommes convaincus que le rôle de l'ONU dans ces processus était et reste irremplaçable. Je tiens à vous assurer que la République de Serbie continuera d'agir en tant que partenaire sérieux et fiable pour atteindre des objectifs communs, renforcer la coopération au sein de l'ONU et bâtir un avenir meilleur pour nous tous.

Comme je l'ai déjà dit, la République de Serbie ne fait pas partie du groupe des grands pays, ni par son territoire ni par sa population. Mais, à en juger par sa culture et sa contribution à la science, notre pays compte parmi les nations les plus développées.

L'UNESCO qui, avec une attention particulière, met en valeur notre art médiéval et, j'ose le dire, l'homme le plus important des XX^{e} et XXI^{e} siècles, notre scientifique Nikola Tesla, prouve notre contribution à la civilisation et au bien commun. La période séparant la fresque de l'Ange blanc, le premier tableau à être envoyé en orbite, et Tesla couvre la période allant de la renaissance à l'ère contemporaine.

Dans sa quête d'une paix durable et du bien-être général, la Serbie s'est obligée à la neutralité militaire. Nous pensons à juste titre qu'il s'agit de l'un des messages de paix les plus forts des Balkans au monde.

La grande artiste américaine Isidora Duncan a déclaré après la Grande Guerre : « La violence des grands et des puissants peut souvent être retournée contre eux. Le meilleur exemple prouvant qu'il ne faut pas brutaliser les petits, c'est celui de la petite nation serbe qui a mis fin à un empire qui durait depuis près de mille ans... »

La Serbie méprise toute forme de violence. La Serbie désire la paix et la prospérité, pour elle-même et pour toute l'humanité. La Serbie désire la paix pour sa région.

Je vous remercie de votre attention et restez à l'abri.

Guyana (voir A/75/PV.7, annexe VII)

Allocution de M. Mohamed Irfaan Ali, Président de la République coopérative du Guyana

Prononcée le mercredi 23 septembre 2020 à la 7e séance de l'Assemblée générale

[Original : anglais]

Monsieur le Président,

La République du Guyana vous félicite pour votre élection à la présidence de l'Assemblée générale des Nations Unies à sa soixante-quinzième session. Je vous souhaite plein succès dans votre direction des travaux de l'Assemblée au cours de l'année prochaine. Je vous assure du soutien du Guyana, car vous contribuez à façonner l'ONU qu'il nous faut pour réaliser l'avenir que nous voulons.

Je me joins aux remerciements adressés à S. E. M. Tijjani Muhammad-Bande, du Nigéria, pour sa direction remarquable de la soixante-quatorzième session, en particulier dans les circonstances particulières provoquées par la crise de la COVID-19.

Je manquerais à mon devoir si je ne félicitais pas le Secrétaire général António Guterres et son équipe pour leur détermination et leur ingéniosité à organiser la présente session de l'Assemblée dans un format virtuel pour la première fois. C'est un rappel que tous les outils mis à notre disposition doivent être utilisés pour servir au mieux les intérêts de l'humanité.

Monsieur le Président,

Mon gouvernement est entré en fonction le 2 août dernier. Je saisis cette occasion pour féliciter la communauté internationale, y compris l'ONU, pour la défense des droits démocratiques de nos citoyens.

Mon gouvernement est résolu à renforcer l'inclusion politique et à mettre en œuvre des réformes institutionnelles pour garantir le respect de la démocratie, de l'état de droit et des droits constitutionnels. Il reconnaît la dignité et la valeur de la personne humaine et est déterminé à assurer aux citoyens du pays un niveau de vie plus élevé.

Je m'associe aux félicitations adressées à l'ONU à l'occasion de son soixante-quinzième anniversaire. J'espère que nous pourrons bientôt nous réunir dans des circonstances plus normales pour célébrer officiellement cette étape importante.

L'ONU a vu le jour il y a 75 ans, au milieu des séquelles de guerre et de la promesse de reconstruction. La communauté internationale a créé l'ONU et y a fondé l'espoir qu'elle nourrissait pour qu'advienne une ère de paix et de prospérité.

Dans la Charte des Nations Unies, celles-ci se sont engagées à mettre fin au fléau de la guerre, à favoriser le respect des droits de l'homme, à promouvoir la dignité de la personne humaine, à assurer l'égalité des hommes, des femmes et des nations, à défendre les principes du droit international et à promouvoir les libertés humaines et le progrès social.

Chaque nation, quelle que soit sa taille, n'a qu'une seule voix à l'Assemblée. L'Assemblée générale reste une instance précieuse où les petits États peuvent faire entendre leur voix et s'unir pour leur bénéfice mutuel.

Les États en développement, en particulier, ont une grande dette envers l'Organisation. Ses institutions et ses réseaux affiliés – notamment l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), l'Organisation mondiale de la Santé (OMS), le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) et le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) – ont contribué à réduire la pauvreté, la faim et la famine, à sauver des vies et à en prendre soin, à garantir le respect des droits de l'homme, à promouvoir une plus grande égalité pour les femmes, à protéger les enfants, à défendre l'environnement et à fournir une assistance technique aux États en développement.

Monsieur le Président,

Je vous demande à tous de repenser à 2015, et aux trois conférences majeures des Nations Unies qui ont eu lieu cette année-là. En juin, la Troisième Conférence internationale sur le financement du développement, tenue à Addis-Abeba, a traité du principal défi qui se pose aux nations en développement – l'accès au financement en faveur du développement. En septembre, l'Assemblée a accueilli le Sommet sur le développement durable et adopté 17 objectifs de développement durable que les Membres de l'ONU sont convenus d'atteindre à l'horizon 2030. Plus important encore, le Sommet de Paris sur les changements climatiques a abouti à l'adoption historique de l'Accord de Paris. Ce dernier constitue le plus grand engagement pris par les pays pour réduire les émissions de gaz à effet de serre. Ces trois manifestations ont illustré le véritable caractère de l'Organisation – les nations du monde s'unissant pour s'attaquer résolument à ces menaces et promouvoir le développement durable.

Armée de la vision noble mais ambitieuse de la sécurité et de la prospérité mondiales, l'ONU reste aussi pertinente et nécessaire aujourd'hui qu'elle l'était en 1945. Le monde a considérablement changé au cours des 75 années écoulées mais l'Organisation s'est adaptée et a été un agent du changement.

Parmi les évolutions que l'ONU a vues se produire, on peut citer la prolifération d'États nouvellement indépendants, après la fin de la Deuxième Guerre mondiale. Beaucoup de ces États nouvellement indépendants sont des pays en développement, qui représentent la moitié des États et de la population du monde.

La composition de l'ONU, y compris celle du Conseil de sécurité, doit refléter cette réalité. Le Conseil de sécurité en particulier devrait être réformé pour compter un plus grand nombre de pays en développement parmi ses membres permanents.

Monsieur le Président,

Les pays en développement continuent de se heurter à des contraintes liées à l'accès limité au financement du développement. Un accès amélioré à ce financement revêt un caractère crucial pour la réalisation des objectifs de développement durable. L'ONU doit persister à défendre la nécessité d'un large accès au financement du développement pour les États en développement.

L'ONU a le devoir particulier de veiller à ce que les Membres remplissent leurs obligations découlant des accords internationaux et à ce que les revers dans la réalisation de ces engagements soient annulés. Le Guyana salue les travaux en cours sur la réforme du système des Nations Unies pour le développement. Nous estimons toutefois qu'il faudrait se concentrer davantage sur des réformes conçues pour permettre à l'Organisation de combler comme il se doit les lacunes existantes ou nouvelles en matière de développement et de trouver des solutions aux menaces actuelles.

Monsieur le Président,

Le multilatéralisme est la clef pour débloquer des solutions face aux problèmes que rencontre l'humanité. Les crises en cours, s'agissant de la santé publique et du climat, montrent qu'il est dans l'intérêt commun de l'humanité que nous nous fassions résolument nôtres les idéaux du multilatéralisme.

Comme témoignage de l'attachement du Guyana au multilatéralisme, en janvier de cette année, nous avons assumé la présidence du Groupe des 77 et de la Chine. Notre message au monde consiste à dire que la capacité de direction d'un État n'est pas limitée par sa taille.

Le programme de développement des Nations Unies est le produit de nos efforts multilatéraux. Le Programme de développement durable à l'horizon 2030 demeure un plan d'action viable pour faire basculer le monde sur la voie de la durabilité et de la résilience. Dans cette période charnière que constitue la Décennie d'action en faveur des objectifs de développement durable, nous devons nous concentrer pleinement sur l'élimination de la pauvreté sous toutes ses formes et dans toutes ses dimensions. Il ne faut laisser personne de côté.

À présent, une évaluation sérieuse et approfondie du programme de développement s'impose, afin que nous nous engagions de nouveau à atteindre ses objectifs. Il est donc regrettable que nous ayons manqué l'occasion d'adopter un document final robuste à l'issue du débat de haut niveau de 2020 du Conseil économique et social et du forum politique de haut niveau pour le développement durable.

Il n'a jamais été plus urgent de nouer des partenariats mondiaux au service du développement afin de mobiliser les moyens requis pour mettre en œuvre le « Programme ». Mon gouvernement juge que l'Assemblée générale et le Conseil économique et social devraient jouer un rôle plus dynamique pour galvaniser des partenariats et servir de plateformes pour assurer la cohérence des initiatives économiques, environnementales et sociopolitiques conjointes qui sont menées.

Aujourd'hui plus que jamais, nous avons besoin d'une résurgence de la volonté et de l'engagement politiques pour protéger l'architecture et les institutions multilatérales, y compris la Cour internationale de Justice. Le Guyana a placé sa confiance dans cette institution. Nous sommes attachés à l'état de droit au niveau international, et notamment au règlement pacifique des différends.

En mars 2018, le Guyana a déposé auprès de la Cour internationale de Justice une demande pour que soit affirmées la validité de la sentence arbitrale de 1899 et la frontière internationale qu'elle a définie. Nous sommes heureux d'indiquer que, le 30 juin 2020, la CIJ a tenu sa première audience virtuelle sur la controverse impliquant le Guyana et la République bolivarienne du Venezuela. Malheureusement, le Venezuela a refusé de participer à l'audience. Le Guyana attend maintenant que la Cour internationale de Justice détermine si elle est compétente pour connaître du fond de l'affaire.

Monsieur le Président,

Quand nous voyons l'état du monde aujourd'hui, nous devons reconnaître les problèmes qui se posent à nous et leur incidence sur le progrès et la prospérité de nos peuples. En tête de liste figure la pandémie de COVID-19 et ses conséquences multidimensionnelles. La pandémie a lancé une attaque contre la santé et le bien-être de nos populations et l'économie est une victime collatérale de cet assaut. La pandémie entraîne un retour en arrière sur nos avancées en ce qui concerne la santé, la pauvreté et l'éducation.

Plus que jamais, la détermination des Nations Unies est mise à l'épreuve et il est évident qu'aucun pays ne peut à lui seul surmonter les effets préjudiciables de la maladie. L'ONU doit tenir compte de cette réalité pour orienter sa trajectoire afin d'être en mesure d'appuyer les efforts déployés par les pays en développement pour se reconstruire et gagner en résilience.

Il faut un système multilatéral fort pour soutenir l'action collective visant à endiguer cette pandémie. Je remercie les organismes des Nations Unies pour leur soutien à mon pays dans sa réponse à la crise de la COVID-19. Nous avons foi dans les efforts du système des Nations Unies, que nous appuyons, pour garantir un accès mondial équitable, transparent et libre aux outils de prévention ainsi qu'au matériel et aux fournitures de dépistage. À cet égard, nous sommes conscients du rôle important de l'Organisation mondiale de la Santé dans la coordination de l'action du système des Nations Unies et dans la préparation et la réponse mondiales de santé publique. Nous comptons vivement sur une coopération internationale accrue pour contenir la pandémie, atténuer ses effets et la vaincre.

Monsieur le Président,

Les changements climatiques font de la concurrence à la pandémie, tout en l'aggravant dans le même temps. Chaque année, on bat des records en termes de conditions météorologiques extrêmes et de phénomènes climatiques. En tant qu'État côtier de faible élévation, le Guyana est terriblement au fait du tribut qu'il faut payer à ces conditions météorologiques extrêmes. Cela dit, la résilience climatique est tout aussi coûteuse. Les pays en développement sont donc pris entre le marteau et l'enclume. La seule manière d'alléger ce fardeau passe par une action climatique concertée et équilibrée, en particulier l'atténuation, le financement climatique, la coopération technique et le renforcement des capacités. Nous exhortons en outre tous les États à se fixer des objectifs ambitieux dans leurs contributions déterminées au niveau national au titre de l'Accord de Paris et à travailler sérieusement à leur réalisation.

La Stratégie de développement à faible intensité de carbone du Guyana reflète notre programme de développement national. Elle garantira que nous honorions nos contributions déterminées au niveau national et mettra notre pays sur la voie d'un développement durable et résilient sur le plan climatique.

Monsieur le Président,

Les avancées concernant le Programme de développement durable seront entravées par les conflits. Nous devons donc continuer d'axer nos efforts collectifs sur l'instauration de la paix dans toutes les régions du globe.

Monsieur le Président,

L'avenir que nous voulons et l'ONU qu'il nous faut sont entre nos mains. Il nous appartient de les façonner. Nous ne devons pas rester dans l'histoire comme des victimes de l'inaction qui auront succombé à l'échec.

Le multilatéralisme est la voie à suivre pour atteindre nos fins. Il nous faut œuvrer collectivement à préserver cet instrument et à renforcer l'ONU alors que nous bâtissons un monde meilleur pour notre génération et celles qui suivront.

Je vous remercie.

Que Dieu bénisse tous les peuples de cette planète. Merci.

Paraguay (A/75/PV.7, annexe VIII)

Allocution de M. Mario Abdo Benítez, Président de la République du Paraguay

Prononcée le mercredi 23 septembre 2020 à la 7e séance de l'Assemblée générale

[Original : espagnol]

Monsieur le Président de l'Assemblée générale,

Excellences,

Mesdames et messieurs,

L'Assemblée se tenant de manière virtuelle, j'adresse à tous mes salutations cordiales en ces temps difficiles de pandémie, où nous sommes plus unis que jamais dans un esprit de solidarité.

Je salue et félicite l'Ambassadeur Volkan Bozkir pour son élection à la présidence de l'Assemblée générale et lui souhaite tout le succès possible. Mes salutations et ma reconnaissance vont aussi au Secrétaire général, António Guterres, que je remercie de son travail.

Monsieur le Président,

Le coronavirus a changé la réalité de tous et apporté beaucoup de douleur et d'incertitude, entraînant la perte d'innombrables vies et exerçant une forte pression sur les systèmes de santé de tous les pays.

Je suis d'accord avec la Chancelière allemande Angela Merkel pour dire qu'il s'agit du plus grand défi que nous ayons connu depuis la Deuxième Guerre mondiale.

La crise sanitaire a également donné lieu à une crise économique qui a détruit des emplois, créé de l'endettement et posé des problèmes de paiement. Aucun pays n'était préparé à cela. Je considère donc que les institutions financières multilatérales devraient repenser leurs stratégies pour promouvoir le relèvement économique dans une optique plus humaine, solidaire et extraordinaire.

Excellences,

Le monde d'aujourd'hui présente des difficultés qui ne peuvent pas être abordées de manière isolée. Par conséquent, l'approfondissement du multilatéralisme est une manière efficace de répondre aux besoins que nous avons en commun, tels que la quête de paix, la défense des droits humains, la non-prolifération des armes nucléaires, la protection de l'environnement, la lutte contre les changements climatiques et le commerce international fondé sur des principes et des règles. Nous insistons donc sur l'importance du Programme de développement durable à l'horizon 2030 comme plan d'étape qui devrait nous guider sur la voie d'un monde plus équitable pour les générations futures.

Les pays en développement sans littoral ont des besoins et des problèmes particuliers, auxquels il convient de répondre. À cet égard, le Paraguay souligne l'importance d'une mise en œuvre efficace du Programme d'action de Vienne sur la question, en particulier par les pays de transit.

Dans l'esprit d'intégration qui vise à stimuler les échanges commerciaux et obtenir des bénéfices mutuels pour les économies et les sociétés, le Paraguay souscrit à la signature, dans les meilleurs délais, de l'accord entre le Marché commun du Sud (MERCOSUR) et l'Union européenne, ainsi qu'avec l'Association européenne de libre-échange (AELE).

Mesdames et messieurs,

J'exprime une fois de plus mon adhésion à l'engagement du Paraguay en faveur de la protection de la vie, de la famille et des droits humains, comme prescrit dans notre Constitution.

Par conséquent, nous condamnons énergiquement le terrorisme et les groupes criminels qui utilisent aujourd'hui des enfants et des adolescents comme boucliers humains pour se protéger, qui les exploitent, les exposent à la violence, les endoctrinent et les entraînent à utiliser des armes. Des enfants, qui devraient être dans leur foyer, sont utilisés par des criminels qui ont recours aux enlèvements, à l'extorsion et au trafic de stupéfiants comme sources de revenus et qui infligent de la souffrance à nos familles. Le Paraguay fait partie des victimes.

Cela m'amène à insister sur le devoir de protéger les habitants de mon pays de ces groupes criminels qui prétendent justifier leurs agissements illicites par des discours empreints d'idéologie, appuyés par des appareils de propagande conçus pour déformer la vérité. L'illégalité a toutes les audaces quand il s'agit de se camoufler, elle est très habile pour se parer des attributs de la bonne foi et de l'altruisme, mais le Paraguay ne s'y laisse pas prendre et nous ne relâcherons pas nos efforts tant que les criminels ne sentiront pas peser sur eux tout le poids de la loi.

Les portes de mon pays sont ouvertes en permanence aux organisations internationales qui proposent de nous accompagner et de vérifier les mesures que nous prenons. Le Paraguay agit dans la transparence et reste toujours attaché à la légalité.

Monsieur le Président,

Le Paraguay soutient la réforme du Conseil de sécurité qui vise à le rendre plus inclusif et apte à faire face aux menaces à la paix et à la sécurité internationales. Nous continuerons aussi de fournir des contingents aux opérations de maintien de la paix, comme nous le faisons depuis des décennies.

Messieurs les Représentants,

La diaspora vénézuélienne est la deuxième plus vaste du monde. Plus de 5 millions de Vénézuéliens ont été forcés d'émigrer dans nos pays. J'exprime une fois de plus ma solidarité avec le peuple vénézuélien qui souffre, et le Paraguay continuera d'appuyer la condamnation internationale des violations des droits humains au Venezuela.

Forts du principe d'universalité qui caractérise l'Organisation, nous soutenons la demande de Taïwan de rejoindre le système des Nations Unies.

Nous accueillons également avec satisfaction l'établissement historique de relations diplomatiques entre les Émirats arabes unis et Bahreïn, d'une part, et Israël, d'autre part, sous les auspices des États-Unis d'Amérique. Nous souhaitons que ces nouveaux liens contribuent à la paix et à la prospérité au Moyen-Orient.

Excellences,

Ce n'est qu'en travaillant ensemble sur des propositions communes et une architecture internationale moderne, à la hauteur des circonstances, que nous pourrons parvenir aux résultats dont nos peuples ont besoin et qu'ils attendent de nous.

J'en terminerai en citant S. S. le pape François : « Lorsque nous sortirons de cette pandémie, nous ne pourrons pas continuer à faire ce que nous faisions, et comme nous le faisions. Non, tout sera différent. ... Des grandes épreuves de l'humanité, parmi lesquelles cette pandémie, nous ressortirons meilleurs ou pires. Ce n'est pas la même chose ».

Que ces retrouvailles avec la solidarité puissent être permanentes et nous aident à devenir meilleurs.

Afghanistan (voir A/75/PV.7, annexe IX)

Allocution de M. Mohammad Ashraf Ghani, Président de la République islamique d'Afghanistan

Prononcée le mercredi 23 septembre 2020 à la 7e séance de l'Assemblée générale

[Original : anglais]

Bismillah Rahman-ur-Rahim.

Monsieur le Président, Mesdames et messieurs,

Nous, peuples des Nations Unies, observons cette année notre soixante-quinzième anniversaire. Cet anniversaire intervient à un moment où le monde est bouleversé comme jamais. Tous autant que nous sommes ici, nous partageons le fardeau d'une maladie commune – une maladie qui ne fait pas la différence entre les pays développés et en développement. Cette tourmente qui définit notre époque est un phénomène mondial. Toutefois, si nous partageons tous une part de ce fardeau, certains pays en ont une plus grosse part que d'autres.

L'Afghanistan fait partie de ceux-là. Nous nous trouvons à la fois au centre des possibilités régionales et au centre de la manifestation des problèmes mondiaux. L'Afghanistan se situe au cœur même de l'Asie. Notre eau nous relie ; nos cultures et nos langues nous donnent un dénominateur commun. Les besoins de l'Asie du Sud en ressources énergétiques et l'abondance de ces ressources en Asie centrale mettent l'Afghanistan en position d'interface cruciale. L'Asie ne peut pas s'intégrer sans nous. Nous sommes au carrefour même d'un potentiel inexploité qui pourrait apporter prospérité et paix à notre région. Toutefois, cela signifie que nous sommes aussi au milieu de la tourmente qui nous touche tous aujourd'hui. Nous en subissons le pire. Pourtant, l'Afghanistan pourrait être un modèle pour ce qui est de surmonter avec succès le bouleversement auquel nous sommes tous confrontés. Cette tâche, comme la tourmente, nous appartient à tous.

Nous devons d'abord identifier les moteurs de cette crise. Il y en a cinq, que l'Afghanistan affronte tous simultanément. La pandémie de COVID-19 a mis au jour nos vulnérabilités, au point qu'en tant que communauté mondiale nous ne pouvons plus nous permettre de les ignorer. Nous, Afghans, avons eu la chance de contenir la première vague de la pandémie grâce à une coopération étroite entre le Gouvernement, les entreprises et la société, avec un apport minimal des organismes des Nations Unies, mais la pandémie a exposé des lacunes, dans nos systèmes, auxquelles il faut remédier.

La pandémie de COVID-19 nous fait ce que la Deuxième Guerre mondiale a fait aux générations avant nous – le coût humain si immense de ces phénomènes à l'impact mondial si grand nous force nécessairement à prêter attention et à prendre des mesures sans précédent.

Face aux vulnérabilités exacerbées par la pandémie, un autre facteur d'inégalité et de chômage retourne notre monde – la quatrième révolution industrielle. L'ère numérique est là, qui nous met au défi d'adapter les manières dont nous consommons, dont nous travaillons, et dont nous gouvernons.

En Afghanistan, nous faisons des expériences pour trouver comment nous adapter afin que la révolution numérique puisse être exploitée comme source de possibilités économiques pour notre population très majoritairement jeune, et comme

moyen de renforcer nos systèmes de gouvernance et l'état de droit. Nous regardons loin devant en sachant que, si nous essayons de reproduire maintenant les modèles du XIX^{e} et du XX^{e} siècles, ceux-ci n'auront plus aucune pertinence dès que nous les stabiliserons. Il en va de même pour les tentatives mondiales de tirer parti de l'élan de la quatrième révolution industrielle – nous devons penser en avance sur notre temps.

Conjuguée à la pandémie, cette révolution industrielle d'un genre nouveau a posé des problèmes pour planifier et même tenir la présente session, et pourtant la présidence de l'Assemblée générale a réussi, avec imagination, à faire de cette situation quelque chose de plus efficace, de plus commode et de bien moins risqué. Je tiens à féliciter S. E. M. Volkan Bozkir, non seulement de son accession à la présidence de cette soixante-quinzième session de l'Assemblée, mais aussi d'être parvenu à relever le défi d'organiser un vaste rassemblement des dirigeants mondiaux durant la pandémie.

La violence et la guerre ont également évolué, évolution dont nous, Afghans, sommes témoins et souffrons en temps réel. Nous vivons, et mourons, dans la cinquième vague du terrorisme mondial, où les réseaux terroristes mondiaux sont étroitement liés aux réseaux criminels mondiaux, de telle sorte que la guerre n'a plus rien de conventionnel et que la consolidation de la paix est encore plus complexe.

En tant qu'État et société, nous avons fait preuve de l'engagement, de la compassion et du courage nécessaires pour prendre des décisions difficiles en vue d'entamer des pourparlers de paix directs avec les Taliban. Ce ne sera pas suffisant. Pour une paix durable en Afghanistan, nous devons attaquer à la racine le problème du terrorisme qui s'est abattu sur notre région et le traiter comme un phénomène mondial, qui menace le monde entier, puisque tel est le cas.

La souffrance sans nom endurée par le peuple afghan, en particulier nos femmes et nos enfants, depuis 40 ans, nous rappelle la pertinence de la Charte des Nations Unies, et aussi sa promesse qui reste à honorer, le « maintien de la paix et de la sécurité internationales ».

Les changements climatiques infligent un autre type de violence et de souffrance à notre peuple. L'Afghanistan est le dix-septième pays le plus gravement touché du monde.

Ne serait-ce que le mois dernier, des centaines d'Afghans ont été tués ou blessés, leur habitat et leur gagne-pain, complètement détruits, quand des inondations ont frappé la province de Parwan et 13 autres provinces. Deux ans auparavant, l'extrême opposé – la sécheresse – avait entraîné des pénuries de blé dans tout le pays et mis sens dessus dessous les moyens d'existence de la majorité de notre population, qui dépend d'emplois dans l'agriculture pour avoir de quoi vivre.

Les sécheresses et les inondations sont des événements saisonniers en Afghanistan. Nous avons besoin de solutions régionales, fondées sur des modèles internationaux, pour remédier au problème des changements climatiques.

Nous avons signé des mémorandums d'accord avec le Fortescue Metals Group pour faire de l'Afghanistan un fief de l'énergie verte dans l'industrie et entendons produire 20 000 mégawatts à partir de sources hydroélectriques et les utiliser afin de produire de l'acier et d'autres produits à zéro émission en nous appuyant sur des ressources minérales dont la valeur est estimée à 1 000 milliards de dollars.

Nous sommes également en pourparlers avec d'autres entreprises pour transformer 70 000 mégawatts d'énergie éolienne et 220 000 mégawatts d'énergie solaire en énergie renouvelable, et devenir ainsi un pôle de l'énergie renouvelable et de l'industrie verte dans la région.

Le cinquième moteur de la tourmente est une combinaison des quatre premiers – une explosion sans précédent des inégalités qui perpétuera cet état de crise, jusqu'à ce que – ou à moins que – nous agissions. En Afghanistan, nous nous concentrons sur le capital humain et la sécurité humaine afin d'assurer l'égalité des chances pour nos concitoyens et la stabilité de la société pour notre peuple.

J'en reviens au premier moteur – la pandémie de COVID-19 – car la portée et l'ampleur de son impact nous ont forcés à voir les quatre autres, qui ont été aggravés et mis en lumière par la pandémie.

La pandémie nous a donné une leçon à assimiler d'urgence : nous ne pouvons plus ignorer ces moteurs de la crise.

Le coût de notre inaction réside dans l'incertitude.

Nous nous demandons, à l'Assemblée générale, dans quel genre de futur nous voulons vivre.

En vérité, les niveaux extrêmes d'incertitude rendent l'avenir très difficile à prédire, mais, si nous devions essayer d'aborder cette question, ma réponse serait simple.

Nous devons revenir aux fondamentaux. Nous devons revenir aux valeurs fondatrices de l'ONU et aux documents qui les ont consacrées – la Charte des Nations Unies et la Déclaration universelle des droits de l'homme – et nous devons donner suite à ces promesses qui restent toujours à honorer.

Il nous faut à l'avenir, pour citer le préambule de la Déclaration universelle des droits de l'homme, « reconnaître la dignité inhérente et les droits égaux et inaliénables de tous les membres de la famille humaine », qui sont véritablement le « fondement de la liberté, de la justice et de la paix dans le monde ».

Ces valeurs ont été adoptées dans le monde entier. La Déclaration universelle des droits de l'homme est aujourd'hui un discours universel. Ses valeurs sont reflétées dans pratiquement toutes les constitutions des États depuis la disparition de l'Union soviétique.

Toutefois, ces valeurs n'ont pas été actualisées.

Elles ne devraient pas être d'augustes idéaux et aspirations de la communauté internationale. Elles devraient être des buts atteignables. En Afghanistan, elles ont trait à des problèmes urgents et bien réels auxquels nous nous heurtons quotidiennement.

Que faudra-t-il pour tenir ces promesses de paix, de prospérité, de dignité, de justice et de liberté ?

En vue d'orienter notre avenir partagé dans une direction propre à réaliser ces promesses pour nous tous, il faudra des actions coopératives et coordonnées sans précédent à tous les niveaux de la communauté, de l'économie et de la gouvernance du village mondial.

Nous avons besoin pour le futur de cadres qui offrent des solutions pragmatiques afin de nous occuper et de venir à bout collectivement des cinq moteurs de la tourmente, en particulier le terrorisme mondial et les changements climatiques.

Cela nécessitera le genre d'imagination et de direction qui nous ont donné la Déclaration universelle des droits de l'homme, la Charte des Nations Unies et les capacités de surmonter la crise mondiale infligée au monde par la Deuxième Guerre mondiale.

Avec de tels cadres en place, nous pourrons revenir aux fondamentaux que l'Organisation des Nations Unies a initialement été créée pour défendre.

L'ONU dont nous avons besoin est une organisation ayant l'autorité, les moyens, les capitaux et les engagements requis pour réaliser les buts et principes inscrits dans la Charte.

Je tiens à féliciter S. E. le Secrétaire général Guterres pour les progrès accomplis à ce jour dans son programme de réforme pour l'Organisation. Cela dit, il nous faut aller encore beaucoup plus loin, et nous avons tous pour responsabilité commune de déployer des efforts en vue d'avancer dans la concrétisation des objectifs de développement durable et dans la réalisation de la paix, de la prospérité et de la sécurité à l'échelle mondiale.

En Afghanistan, nous abordons les cinq prochaines années avec un plan clair pour promouvoir les valeurs de l'ONU, qui sont inscrites dans notre Constitution, et œuvrer en faveur de la prospérité, de la sécurité et de la paix dans notre pays.

Notre plan consiste essentiellement à renforcer nos marchés aux fins du développement économique, à passer d'un modèle fondé sur l'assistance à un modèle reposant sur le commerce, et à accroître la productivité de notre main-d'œuvre et de nos capitaux dans les domaines clefs où nous avons un avantage comparatif.

L'objectif est de parvenir à l'autonomie, en nous éloignant des relations avec les donateurs pour basculer sur des partenariats mutuellement bénéfiques.

En même temps, nous investirons dans le renforcement des structures de gouvernance de l'État pour créer un climat propice à la croissance. Cela suppose de continuer à combattre la corruption systémique, d'améliorer nos systèmes publics de gestion financière et de renforcer la gouvernance au niveau des provinces et des districts.

Nous surveillons de près les lacunes et faiblesses mises au jour par la pandémie, et consolidons nos systèmes pour le long terme.

Bien que nous nous heurtions à de multiples facteurs de crise en même temps en Afghanistan, la paix reste, plus que tout, notre priorité la plus urgente et la plus importante.

Il y a un passage du préambule de la Charte des Nations Unies qui résume nos objectifs actuels en matière de paix pour l'Afghanistan : nous voulons

« préserver les générations futures du fléau de la guerre qui deux fois en l'espace d'une vie humaine a infligé d'indicibles souffrances , ... et ... unir nos forces pour maintenir la paix et la sécurité internationales».

Le rôle de l'Organisation dans la défense de nos valeurs partagées tout au long du processus de paix est absolument crucial, et nous remercions l'ONU de son appui jusqu'à présent. Nous la remercions pour son appel à un cessez-le-feu mondial.

Le rôle de l'ONU et de nos partenaires et alliés internationaux demeurera extrêmement important alors que notre équipe de négociation sera face aux Taliban à Doha.

Dans le cadre de ces pourparlers, le peuple afghan aura une priorité claire et urgente : un cessez-le-feu. Une fin urgente à la violence nous donnera, plus que tout autre chose, une chance de progresser.

Je saisis cette occasion pour demander à chaque membre de l'Assemblée générale et aux membres permanents du Conseil de sécurité de nous aider à instaurer enfin un Afghanistan souverain, uni et démocratique, en paix avec lui-même et avec la région, capable de préserver et de prolonger les avancées des 19 dernières années. Un Afghanistan démocratiquement stable et prospère sera un exemple de la manière dont notre volonté collective peut surmonter la tourmente et l'incertitude qui définissent notre monde aujourd'hui. Merci.

Pologne (voir A/75/PV.7, annexe X)

Allocution de M. Andrzej Duda, Président de la République de Pologne

Prononcée le mercredi 23 septembre 2020 à la 7e séance de l'Assemblée générale

[Original : polonais ; texte anglais fourni par la délégation]

Monsieur le Président,

Excellences,

Estimés Représentants,Estimées Représentantes,

Je félicite M. Volkan Bozkir, Président de la soixante-quinzième session de l'Assemblée générale des Nations Unies, de son élection à cette honorable fonction, et je tiens à exprimer tout l'appui de la Pologne à sa mission. Je souhaite également remercier M. Tijjani Muhammad-Bande pour sa direction active des travaux de la soixante-quatorzième session de l'Assemblée.

Monsieur le Président,

Mesdames et Messieurs,

La session de cette année de l'Assemblée générale est une session très particulière et l'on s'en souviendra certainement comme telle. La pandémie de COVID-19 a non seulement changé le cours de la manifestation, mais elle nous a également contraints à engager un tout nouvel exercice de réflexion ainsi qu'à chercher des solutions à des problèmes comme le monde n'en avait pas eu à affronter depuis des années à une telle échelle.

La situation internationale est de plus en plus compliquée, tandis que la palette des difficultés et des menaces auxquelles nous devons faire face ne cesse de s'élargir.

Depuis la fin de son mandat de deux ans au Conseil de sécurité l'an dernier, la Pologne reste mobilisée dans ses domaines prioritaires, tout comme dans le cadre de son mandat de trois ans au Conseil des droits de l'homme, qui a débuté en janvier de cette année courante.

Le respect du droit international, la coopération multilatérale entre États, le droit international humanitaire, la défense des droits humains et la préservation du milieu naturel font partie des thèmes qui revêtent une importance capitale pour la Pologne.

J'aurais aimé que la déclaration adoptée pour marquer le soixante-quinzième anniversaire de l'Organisation des Nations Unies ne confirme pas seulement les obligations prévues par les pères fondateurs. J'aurais aimé qu'elle soit une expression de la pérennité des idées formant la base de notre coopération et un témoignage de la volonté politique de les mettre en œuvre. J'aurais aimé que ce soit une déclaration de « solidarité mondiale ».

Mesdames et Messieurs,

Estimés Représentants, Estimées Représentantes,

Durant mon premier mandat en tant que Chef de l'État, la Pologne a intensifié sa présence au sein du système des Nations Unies. Nous avons servi un mandat de deux ans au Conseil de sécurité, nous avons accueilli la conférence sur le climat,

COP24, en 2018, et nos soldats ont réintégré la force de maintien de la paix des Nations Unies au Liban, la FINUL. J'ai pris personnellement la décision que la Pologne devait soutenir – en actes, et pas seulement en paroles – les efforts de la communauté internationale dans les domaines clefs de l'époque contemporaine.

L'ONU a accompli d'immenses réalisations pour ce qui est d'assurer la paix, de contenir les conflits et de stabiliser la situation dans de nombreuses régions du monde. Nous devons veiller à ne pas gaspiller ce capital. La quête acharnée d'une plus grande efficacité, la réforme des structures et la mise à profit des expériences, y compris les solutions qui ont échoué, ne doivent pas être instrumentalisées pour saper la valeur de l'Organisation dans son ensemble. De même, l'approche de ses programmes à titre individuel requiert de la prudence et une réflexion approfondie.

Nous partageons un certain nombre de réserves et sommes prêts à discuter de manière constructive et à nous impliquer activement tout en défendant les réalisations de l'ONU, qui sont indéniables et constituent un héritage politique commun de l'humanité. La construction qui passe par la destruction de ce qui existe déjà est non seulement coûteuse, mais également très risquée. Elle comporte le risque d'ébranler les fondements des règles et valeurs laborieusement élaborées et de supplanter les traditions et les expériences historiques.

Estimés Représentants, Estimées Représentantes,

Le thème de la session de cette année consiste à chercher des réponses communes et rassembleuses aux défis mondiaux d'aujourd'hui. Chaque fois que nous parlons de renforcement communautaire en Pologne et que nous examinons des mesures communes et désintéressées au nom d'un but supérieur, il y a toujours un mot qui nous vient à l'esprit : SOLIDARITÉ.

Au mois d'août cette année, en Pologne, nous avons fièrement célébré un splendide anniversaire : les 40 ans écoulés depuis la création de « Solidarité » – un grand mouvement social qui a abouti à la chute du Rideau de fer et apporté liberté, souveraineté et indépendance à la Pologne, au peuple polonais et à d'autres États et nations d'Europe centrale et orientale, et, par suite, à l'effondrement du Mur de Berlin et à la déroute de l'« empire du mal » – c'est-à-dire l'Union soviétique. Dans le même élan, la période de la guerre froide s'est terminée. Sans l'ombre d'un doute, le monde d'aujourd'hui serait très différent s'il n'y avait pas eu « Solidarité ».

En conséquence, aujourd'hui, 40 ans après la création de « Solidarité » en Pologne et 75 ans après la création de l'Organisation des Nations Unies, j'exhorte tous les chefs d'État et de gouvernement et tous les représentants à élaborer ensemble l'idée d'une « SOLIDARITÉ MONDIALE ». Cette idée même devrait être l'étoile qui nous guide dans notre mission quotidienne. Je crois fermement que, tout comme le mouvement « Solidarité » en Pologne a changé le cours de l'histoire, la « SOLIDARITÉ MONDIALE » pourrait devenir l'idée qui aiderait à surmonter les crises contemporaines dans le monde.

Trois d'entre elles sont, en tout cas à mes yeux, particulièrement tangibles et aiguës.

La première est la crise socioéconomique, qui résulte d'un phénomène que nous n'avons pas été en mesure de prévoir et pour lequel nous n'avons pas pu nous préparer comme il aurait fallu : la pandémie de maladie à coronavirus. Nous avons été pris de court par la manière dont les choses ont évolué ces six derniers mois. Chaque État a dû

faire face à des problèmes complètement nouveaux. Ceux-ci ont des conséquences non seulement liées à la santé mais plus largement sociales et économiques. La lutte contre la pandémie exige une coopération plus intense et, précisément, de la SOLIDARITÉ.

La deuxième réside dans la crise, soit naissante, soit renouvelée, de la qualité des relations entre les États. Malheureusement, il arrive de plus en plus souvent que ces relations tournent à la confrontation, à la rivalité, voire à la domination impériale. Le fait que nous ayons réussi à éviter un conflit armé mondial au cours des 75 dernières années devrait indéniablement être considéré comme un des succès de la communauté internationale. En même temps, on peut difficilement dire que ce furent les années de la sécurité et de la paix mondiales. Le monde a été et est encore secoué par divers types d'agression – des attentats terroristes aux nombreux conflits régionaux, dont beaucoup sont devenus avec le temps des conflits dits gelés, très compliqués à régler. La politique de la force et de l'agression ne se produit en aucune façon exclusivement dans les périphéries. Elle s'applique aussi dans la région du monde où se situe mon pays, la Pologne – dans notre voisinage immédiat.

La troisième crise est le produit du manque d'outils pertinents pour une transformation efficace des économies, qui leur permette de maintenir un niveau permanent et stable de croissance économique tout en ayant soin de la qualité du milieu naturel. Il s'agit clairement d'un des défis les plus fondamentaux qui se pose à l'humanité aujourd'hui et se posera à elle dans un proche avenir.

Je crois que ces crises resteront sans solution à moins que nous nous concentrions sur l'idée de « SOLIDARITÉ ».

Il s'ensuit qu'il importe de veiller à ce que la lutte contre – entre autres – la pandémie de maladie à coronavirus ne se traduise pas par des écarts économiques plus profonds entre les États et entre les sociétés ; qu'elle ne prenne pas la forme d'une rivalité économique impitoyable où les plus riches s'enrichissent encore aux dépens des plus pauvres. Toutefois, cette lutte ne doit pas aboutir à un resserrement de notre liberté, et l'accès à des solutions médicales, dépendre de la taille du porte-monnaie.

Mesdames et Messieurs, je vous exhorte à agir ensemble. Au nom de la SOLIDARITÉ, la Pologne a déployé, au plus fort de la pandémie, plusieurs missions médicales militaires, notamment en Italie et aux États-Unis, afin d'aider à acquérir et partager des connaissances sur la manière de combattre la pandémie et de mieux réagir face à d'éventuelles crises à l'avenir.

La nécessité de contrer la dimension économique de la pandémie était un des thèmes d'une lettre que j'ai adressée aux dirigeants européens à la fin du mois d'avril de cette année. Dans cette lettre, je demandais que, dans le cadre des efforts de relèvement économique, nos gouvernements donnent, plus résolument qu'avant, la priorité non seulement à une croissance robuste du PIB, mais aussi au développement durable des pays dans d'autres domaines, y compris une distribution juste et efficace des fonds aux populations dans le besoin. En outre, j'y invitais instamment les dirigeants européens à imprimer ensemble un nouvel élan pour stimuler la production en Europe, ce qui aurait indubitablement pour effet de raccourcir les chaînes d'approvisionnement, entre autres choses. Une fois de plus, si nous voulons être un grand « atelier de production » innovant, nous devons agir de concert. Du point de vue de notre subjectivité économique, cela revêt une importance stratégique.

Mesdames et Messieurs,

S'agissant de la crise qui touche la qualité des relations entre les États, je tiens à souligner qu'une des priorités constantes de la Pologne concerne le respect du droit international. Il ne peut y avoir et il n'y aura pas de paix durable dans le monde tant que le droit ne sera pas respecté. Notre attachement à cette valeur est reflété dans le slogan « la paix par le droit », dont nous avons fait la promotion notamment durant notre mandat de deux ans de membre élu du Conseil de sécurité. Dans les actions que nous engageons dans le cadre de cette instance qu'est l'ONU, nous mettons sans cesse l'accent sur le rôle fondamental du droit international pour préserver l'architecture de sécurité mondiale. Il est indispensable de veiller à la coopération entre les États, dans une situation où les normes fondamentales du droit international sont enfreintes, par exemple dans le cas de l'agression de la Fédération de Russie contre la Géorgie ou l'Ukraine.

Un autre phénomène inquiétant a trait aux violations de la Convention sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication, du stockage et de l'emploi des armes chimiques et sur leur destruction, dont on a connu plusieurs occurrences ces dernières années. La Pologne n'accepte pas que des armes chimiques soit toujours utilisées. En plus, phénomène encore plus préoccupant : les atteintes à la Convention, en 2018, ont coïncidé avec des violations des principes fondamentaux du droit international que sont la souveraineté et l'intégrité territoriale. C'est sur nos épaules – celles de l'ONU, du Conseil de sécurité et de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques – que repose la responsabilité de communiquer au monde notre forte opposition en la matière.

C'est seulement par l'application des normes et principes fondamentaux du droit international inscrits entre autres dans la Déclaration relative aux principes du droit international, adoptée par l'Assemblée générale il y a un demi-siècle, que nous réussirons à bâtir une paix durable et un monde sûr où les États soient égaux, et les nations, libres, sans sphères d'influence. Le fait que la communauté internationale ne réagisse pas aux cas de violation du droit international, y compris l'ingérence dans la souveraineté et l'intégrité territoriale des États, aura chaque fois pour conséquence d'encourager la répétition de ces comportements néfastes. Les infractions aux normes du droit international doivent avoir des conséquences et leurs auteurs doivent être tenus de rendre des comptes.

La Pologne continue de souligner, sans cesse et de manière systématique, l'importance et le rôle sans égal de deux autres sous-domaines du droit international : les droits humains et le droit international humanitaire.

Le droit international humanitaire et les droits humains sont parmi les plus grandes réalisations de la communauté internationale dans ses efforts visant à limiter la souffrance et à garantir le respect des droits de la population civile en temps de conflit armé. La sensibilisation au rôle du droit international humanitaire occupe un rang élevé dans l'ordre des priorités de la politique étrangère polonaise depuis quelques années.

Par conséquent, j'ai appelé la communauté internationale, par l'intermédiaire du Conseil des droits de l'homme, où la Pologne siège actuellement pour un mandat de trois ans, à prêter attention aux violations des droits de l'homme au Bélarus. Je me félicite que le Conseil ait tenu une séance consacrée à cette question.

Au nom de la SOLIDARITÉ, nous devrions tous nous exprimer d'une seule voix pour exiger que les droits humains fondamentaux soient respectés tant au Bélarus que dans d'autres endroits du monde. La répression des opposants politiques, la détention

de masse de manifestants pacifiques ou les violences et la torture qui leur sont infligées ne peuvent être tolérées dans aucun État. Les Bélarussiens, tout comme n'importe quelle autre nation libre, ont le droit de décider de leur avenir politique de manière souveraine, sans ingérence extérieure, sans être dominés par d'autres capitales, avec le droit de participer librement à la coopération internationale conformément à leurs intérêts nationaux.

La troisième sur la liste des crises qui secouent le monde d'aujourd'hui est le manque d'équilibre entre les changements environnementaux et les efforts pour garder le cap du développement économique. Nous sommes résolument convaincus de la nécessité de créer une économie plus résiliente, inclusive et écologique. Ayant accueilli trois fois des conférences de l'ONU sur le climat – la COP14 à Poznań en 2008, la COP19 à Varsovie en 2013 et la COP24 à Katowice en 2018, la Pologne est engagée dans la lutte contre les changements environnementaux.

En même temps, nous sommes d'avis que, sur la voie devant mener à la réalisation des objectifs convenus, il nous faut veiller à ce que notre action ne porte pas préjudice aux citoyens, aux économies ni aux États. Nous avons besoin d'une transition soucieuse du climat, qui soit équitable et équilibrée et qui tienne compte des circonstances nationales de chaque État.

Nous avons déjà entamé une transition tendant à garantir la mise en place d'une économie juste, verte et faible en émissions. Nous savons toutefois que, dans cette entreprise, il est impossible de réussir seul. Cela requiert de nous tous une coopération responsable.

Mesdames et Messieurs,

Estimés Représentants, Estimées Représentantes

Au vu de la crise causée par la pandémie de COVID-19, de la fragilité du droit international, qui est trop souvent enfreint, et de la nécessité de transformer nos économies, nous devrions être guidés par plus que le simple principe de responsabilité partagée. De nos jours, il importe également d'agir conformément aux idéaux de la SOLIDARITÉ. La Pologne invite tous les Membres de l'ONU à agir dans la solidarité tout en luttant contre les crises qui nous touchent actuellement.

Comme la vie nous l'enseigne, nous devons, en tant que communauté internationale, faire face à des défis souvent sans précédent – et à ceux que nous n'attendons pas. Je crois que, par la responsabilité commune et la SOLIDARITÉ, nous allons leur trouver une réponse efficace.

République dominicaine (voir A/75/PV.7, annexe XI)

Allocution de M. Luis Rodolfo Abinader Corona, Président de la République dominicaine

Prononcée le mercredi 23 septembre 2020 à la 7e séance de l'Assemblée générale

[Original : espagnol ; texte anglais fourni par la délégation]

S. E. M. António Guterres, Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies,

S. E. M.Volkan Bozkir, Président de la soixante-quinzième session de l'Assemblée générale des Nations Unies,

Excellences Mesdames et Messieurs les chefs d'État et de gouvernement,

Excellences Mesdames et Messieurs les ministres des affaires étrangères,

Honorables chefs de délégation,

Citoyennes et citoyens du monde,

Lorsque les représentants de 51 nations, dont la mienne, ont signé la Charte des Nations Unies à San Francisco le 26 juin 1945, le monde était encore à feu et à sang.

Les horreurs déchaînées par la Deuxième Guerre mondiale étaient encore des réalités atroces auxquelles la communauté internationale cherchait à conjurer pour qu'elles ne se reproduisent plus jamais. En conséquence de cet engagement en faveur de la paix et du dialogue entre les peuples, l'Organisation des Nations Unies est née, et je suis honoré de participer aujourd'hui pour la première fois à son Assemblée générale, au nom du peuple dominicain, et de féliciter l'Organisation pour son soixante-quinzième anniversaire.

Le monde de 2020 est évidemment différent de celui de 1945, et je crois pouvoir affirmer qu'il est également meilleur. Tel est le cas, dans une large mesure, grâce aux efforts déployés par l'ONU durant ces trois quarts de siècle pour maintenir la paix et la sécurité internationales, encourager la coopération entre les peuples afin de régler les problèmes mondiaux et servir, en fin de compte, de point de rassemblement pour les nations qui se partagent cette planète.

Sans l'ONU, la Déclaration universelle des droits de l'homme n'existerait pas, ce qui serait inconcevable pour nous aujourd'hui. Nous n'aurions pas non plus des organisations comme l'UNICEF, la FAO, l'Organisation mondiale de la Santé, la Banque mondiale ou les tribunaux pénaux internationaux, et nous n'aurions pas mené les missions de maintien de la paix qui, tout au long de l'histoire de l'Organisation, ont évité tant de souffrance.

Le monde de 2020 est meilleur que celui de 1945, mais il est loin d'être parfait. Les difficultés et les menaces nouvelles apportent des problèmes mondiaux dont l'ampleur requiert des solutions conjointes et qui ne peuvent être réglés qu'au moyen d'une coopération loyale entre les 193 nations représentées à cette Assemblée.

Il y a 75 ans, la communauté internationale a dû relever le défi colossal posé par la reconstruction après les ravages de la guerre, qui a créé des obstacles supplémentaires auxquels il a fallu opposer engagement, imagination et travail.

Toutefois, il serait imprudent de nous bercer d'illusions. L'Histoire n'est pas linéaire ; à chaque carrefour, il y a toujours le risque de revers propres à annuler les gains obtenus sur la voie du développement, du progrès et de la paix, qui sont toujours si durs à réaliser.

Par conséquent, en tant que dirigeants et serviteurs de nos nations respectives, nous devons être conscients que nous n'avons aucune marge d'erreur si nous voulons surmonter les défis de notre temps à notre manière et seuls.

Au cours des 75 ans d'existence de l'ONU, le multilatéralisme et la coopération internationale ont été des outils précieux, mais aujourd'hui ils sont indispensables et il est impératif que chacun fasse sa part.

Le fait que la présente séance de l'Assemblée générale doive se tenir par visioconférence est en soi une illustration parfaite du problème auquel nous devons faire face, en tant que dirigeants et serviteurs de nos peuples respectifs. La COVID-19 a mis à l'arrêt la planète entière et s'ajoute à d'autres menaces comme les changements climatiques, problème qui nous touche tous, mais qui est particulièrement grave pour les pays insulaires tels que la République dominicaine. Je ne crois pas exagérer en disant que ces deux dangers pourraient faire entrer d'autres conflits dans l'équation, qui, comme d'habitude, s'abattent cruellement sur les plus vulnérables.

En tant que membre non permanent du Conseil de sécurité, la République dominicaine a apporté une contribution particulière au programme de protection des civils en temps de conflit dans le contexte de la COVID-19, à travers une déclaration présidentielle qui a fait l'unanimité au Conseil. Tel est l'esprit qui devrait prévaloir dans le futur immédiat quand il s'agira de mener les politiques qui nous permettront d'abord d'arrêter la pandémie, d'offrir plus tard un traitement et une vaccination, et entre-temps de rebâtir ce que la pandémie a endommagé.

En République dominicaine, la pandémie nous a frappés de façon particulièrement dure car nous avons un système de protection sociale précaire, avec des dépenses sociales par habitant qui s'élèvent à 604 dollars, contre une moyenne régionale de 941 dollars. Le paradoxe veut que nous soyons une des nations qui a la croissance économique la plus forte de la région et que, pourtant, nous n'ayons pas encore été en mesure de combler le fossé en matière d'équité.

Nous savons tous ici que ce fossé ne peut être comblé qu'en investissant dans la santé et l'éducation. C'est pourquoi mon gouvernement lance actuellement le programme de santé publique le plus ambitieux de notre histoire afin de parvenir à la couverture universelle d'ici à la fin de l'année, en augmentant l'investissement public dans le système national de santé.

En parallèle, nous avons un plan pour promouvoir une éducation de qualité, qui, entre autres mesures, consistera à fournir aux étudiants et aux enseignants des appareils électroniques pour que la COVID-19 ne perturbe en rien le processus éducatif. L'avenir n'attend pas, et nos élèves ne peuvent pas perdre une minute de leur apprentissage.

C'est la raison pour laquelle nos jeunes sont une de nos grandes priorités ; nous nous emploierons à faire en sorte qu'ils reçoivent la meilleure éducation. En ce sens, j'estime qu'il n'est pas de meilleure éducation que globale, qui encourage la participation des élèves dans tous les domaines qui les concernent. J'en veux pour preuve l'aval donné à l'initiative franco-dominicaine visant à promouvoir la résolution 2535 (2020) – adoptée

à l'unanimité par le Conseil de sécurité en juillet 2020 – qui a pour but de renforcer l'engagement des États Membres en faveur du programme mondial relatif aux jeunes et à la paix et à la sécurité, avec la participation directe de la jeunesse.

Cependant, parler de paix et de sécurité sans parler de développement revient tout simplement à parler pour rien. Avant la pandémie, l'Organisation connaissait déjà un processus de réforme pour aider les États Membres à atteindre les objectifs de développement durable du Programme 2030.

Il va sans dire que la réalisation de ces objectifs requiert une « mise en œuvre accélérée », avec l'engagement qui convient des pays développés.

Néanmoins, cinq ans après l'adoption du Programme 2030, la majorité des pays en développement sont à la traîne, et les nations à revenu intermédiaire – telles que la République dominicaine – sont confrontées à des défis particuliers, dans la mesure où, bien que leurs économies progressent, des faiblesses institutionnelles prévalent qui aboutissent à des inégalités. Il est donc indispensable de modifier ce Programme, de telle sorte qu'il tienne compte de la réalité et des problèmes avec lesquels chaque pays doit composer.

La République dominicaine n'épargnera aucun effort en ce qui concerne le Programme 2030, car depuis des années notre pays applique une stratégie nationale de développement qui a des objectifs en commun avec le Programme de l'ONU. Cela dit, j'en suis conscient, parvenir à la pleine conformité en seulement 10 ans est un défi qui appelle la collaboration de toute la société civile, avec une collaboration public-privé dans le cadre d'une vision nationale, en gardant à l'esprit l'assistance dont les pays en retard ont absolument besoin.

Il y a 75 ans, l'Organisation est née avec le but de bannir pour toujours du vocabulaire de la communauté internationale le « nous » contre « vous » ou « eux » pour passer à « tout le monde ». C'est précisément ce que la COVID-19 met à l'épreuve. Or, je prédis que ce sera un échec si l'Assemblée part du principe que la menace sera annulée au moyen de politiques ne combinant pas les intérêts nationaux de chaque pays avec les solutions mondiales adoptées par toute la communauté internationale. Pour ce faire, nous devons agir dans trois domaines : la santé, l'éducation et la technologie.

Dans le domaine de la santé, la présente session devrait aider à créer les conditions d'un accès universel au vaccin contre la COVID-19 dès que le remède sera disponible. Partant, NOUS EXIGEONS que le vaccin soit accessible à tous les êtres humains de la planète. La raison de la création d'une Organisation comme la nôtre consiste à se montrer à la hauteur des défis historiques tels que celui-là. Pour y parvenir, le rôle de l'Organisation mondiale de la Santé est essentiel, de même que l'établissement d'un fonds mondial de solidarité qui serve de réserve pour atténuer les ravages de pandémies futures.

Sur le plan de l'éducation, nous devons mettre en commun les expériences les plus positives, notamment l'enseignement en ligne, la formation professionnelle et l'appui aux efforts d'investissement dans les politiques éducatives.

Enfin, l'ONU doit être un moteur et un guide pour que le XXI^{e} siècle soit vraiment le siècle de la connaissance, grâce aux progrès constants dans le domaine des technologies de la communication. Dès lors, la mission consistant à combler la fracture numérique est l'une des priorités urgentes de la communauté internationale.

Toutefois, tout le développement et toutes les avancées seront inutiles si les valeurs inscrites par l'Organisation dans la Déclaration universelle des droits de l'homme ne sont pas prises en compte. L'ONU sait qu'elle peut compter sur la détermination forte de la République dominicaine pour défendre ces valeurs, et pour aller vers des niveaux plus élevés de dignité humaine, avec des politiques qui garantissent l'égalité entre hommes et femmes et qui protègent les enfants touchés par les conflits armés ou exposés aux risques d'être vendus comme esclaves, prostitués ou utilisés à des fins pornographiques – autant de réalités consternantes qui ont cours dans notre monde aujourd'hui, et que nous avons pour obligation morale d'éliminer une fois pour toutes.

Mesdames et Messieurs,

Je suis venu à la présente séance avec pour mandat du peuple dominicain de proclamer la détermination de notre nation à protéger l'environnement et à continuer de soutenir l'Accord de Paris.

En outre, je pense que le moment est venu de faire en sorte que ses postulats soient plus ambitieux. Au Conseil de sécurité, nous avons plaidé pour que les facteurs relatifs à la sécurité dans le contexte des changements climatiques soient mieux étudiés, car un phénomène naturel peut entraîner ou aggraver un conflit, principalement dans les zones les plus fragiles.

Les phénomènes naturels et les événements climatiques extrêmes sont de plus en plus fréquents, et leur intensité accrue touche particulièrement les petits États insulaires en développement. Cette situation fait que l'Organisation a l'obligation de continuer à ne pas considérer ces phénomènes comme des incidents isolés, mais comme des réalités communes et récurrentes auxquelles nous devons être prêts.

La liste des menaces et des problèmes auxquels l'humanité est aujourd'hui confrontée a de quoi effrayer n'importe qui. Cependant, l'Organisation a démontré durant ses trois quarts de siècle d'existence que, par le dialogue et la coopération, on peut atteindre tous les objectifs, si lointains qu'ils puissent sembler.

Quiconque pense qu'on peut changer le monde à soi seul se trompe, et quiconque ne sait pas comment mesurer sa propre force pour ajuster sa contribution se trompe également. Par conséquent, au nom des Dominicaines et des Dominicains, j'exprime ici notre détermination à proposer des solutions et à apporter notre volonté et notre travail du mieux que nous le pouvons. Près de 11 millions de Dominicains sont très désireux de faire leur part.

La République dominicaine était là à la création de l'Organisation et, depuis lors, a fait la preuve de sa volonté et de son engagement dans le concert des nations au service de la paix, de la prospérité, de l'équité et de la diversité mondiale. Nous avons conscience de notre réalité démographique et économique, mais notre condition ne sera jamais une excuse pour ne pas contribuer du mieux que nous pouvons, comme nous nous efforçons de le faire depuis 75 ans.

L'ONU, telle que je la conçois, ne se préoccupe pas de diplomatie, mais s'inquiète de l'avenir, et comme le déclara Eleanor Roosevelt le jour de la proclamation solennelle de la Déclaration universelle des droits de l'homme, « l'avenir appartient à ceux qui croient en la beauté de leurs rêves ».

Employons-nous donc à réaliser un monde de paix, de diversité, de prospérité et un monde durable pour au moins 75 ans de plus.

Merci beaucoup.

Venezuela (voir A/75/PV.7, annexe XII)

Allocution de M. Nicolás Maduro Moros, Président de la République bolivarienne du Venezuela

Prononcée le mercredi 23 septembre 2020 à la 7e séance de l'Assemblée générale

[Original : espagnol, texte français fourni par la délégation]

S. E. Monsieur le Président de l'Assemblée générale, Volkan Bozkir,

S. E. M. le Secrétaire général, António Guterres,

Mesdames et messieurs les Chefs d'État et de gouvernement,

Autorités participant à cette soixante-quinzième session de l'Assemblée générale des Nations Unies,

Je tiens d'abord à vous demander de m'excuser de retirer le masque, nécessaire en cette époque de pandémie, et à adresser mes salutations à tous ceux dans le monde qui nous regardent et qui nous écoutent.

Permettez-moi de vous féliciter, Monsieur le Président, au nom du Gouvernement constitutionnel du Venezuela et du Peuple de notre République bolivarienne pour votre accession à la présidence de cette soixante-quinzième session de l'Assemblée générale. Une grande occasion, une occasion de grande importance vue la situation exceptionnelle que l'humanité traverse à cause de l'urgence mondiale créée par la COVID-19. Je dis exceptionnelle car, en plus de poser des difficultés sérieuses pour le complexe ordre planétaire, elle est pourtant une opportunité pour réfléchir et pour promouvoir un changement de paradigmes que l'humanité même, et surtout la grande majorité frappée par la pauvreté et l'exclusion, espèrent tant de nous, espèrent tant des leaders mondiaux.

Dans cette même Assemblée générale, en 2001, notre Commandant éternel Hugo Chávez a dit – je cite –

« Nous venons donc, sans peur, de toute bonne foi, avec un grand optimisme dans la vie, dans la fraternité, dans l'union, et dans la possibilité suprême qu'ont aujourd'hui les dirigeants des pays de la planète de chercher, obtenir et construire des solutions véritables aux problèmes réels, pour trouver la justice et la paix . »

Au Venezuela, nous croyons qu'il faut réviser le monde entièrement, avec une loupe, disait le Commandant Chávez, avec une loupe extrêmement puissante, car le monde va mal, il n'a pas cessé de trébucher d'erreurs en erreurs. En cette année 2001 le Commandant Chávez lançait un appel à prendre le sens de la réalité dans la refondation de l'Organisation des Nations Unies. Et nous voici en 2020, insistant sur cette nécessité de rénovation des paradigmes.

Le Venezuela reconnaît que pendant ces 75 ans l'Organisation des Nations Unies a beaucoup apporté à l'humanité. Cependant, nous demandons plus de volonté et plus d'efforts pour préserver les acquis, pour avancer vers de nouveaux objectifs. Nous insistons sur la nécessité de renforcer la coopération Sud-Sud et de créer des mécanismes alternatifs de financement et de soutien technique qui encouragent les initiatives et les priorités définies par nos peuples pour atteindre les Objectifs du développement durable. C'est une tâche ponctuelle, urgente. Chaque jour compte. « Le Sud aussi pense, le Sud aussi compte, le Sud aussi existe », comme disait le grand poète Benedetti dont nous célébrons cette année le centenaire.

Nous devons tous travailler pour sauver notre planète. Nous lançons un appel à un plus haut degré d'engagement politique pour combattre le changement climatique, qui est une réalité ; pour combattre le changement climatique comme une priorité urgente. Nous reconnaissons l'importance de renforcer les actions d'atténuation et d'adaptation, conformément à l'Accord-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques et à l'Accord de Paris. Nous réaffirmons donc l'importance des moyens d'application pour que les pays en voie de développement puissent mener à bien leurs actions climatiques. Noam Chomsky alertait récemment, « il ne reste plus beaucoup de temps ».

Monsieur le Président,

Les Nations Unies et l'humanité entière sont confrontées à une crise profonde et complexe, qui combine la pandémie de COVID-19 et les défis globaux du changement climatique et du développement durable.

À ce panorama inquiétant s'ajoute la non moins alarmante prétention des grandes puissances à mener l'humanité à un affrontement direct dans le domaine militaire. Ce serait peut-être le dernier pour notre espèce. Les États-Unis d'Amérique, loin de prendre une position de leadership positif ou de proposition, a un comportement erratique sous un gouvernement intransigeant et ennemi de la diplomatie et de la haute politique, qui méprise ouvertement le multilatéralisme et toute sorte de règle globale préexistant.

La pandémie de COVID-19 est venue changer les réalités et les priorités de toute l'humanité, vues ses conséquences sur la vie humaine. La pandémie a rendu évidentes, en les aggravant, les inégalités dont le monde pâtit. Regrettablement, certaines mesures de contingence face à l'épidémie ont accentué les brèches sociales et économiques à l'intérieur des pays. C'est pourquoi la communauté internationale dans son ensemble doit donner une réponse globale et coordonnée qui permette d'apporter un soutien aux nations dans le besoin, contribuant ainsi à créer les conditions pour parvenir à des économies plus fortes et à des sociétés plus inclusives.

Déjà avant la pandémie de COVID-19, l'effondrement de l'ordre géopolitique et géoéconomique international était en cours. Cependant, cette urgence nous a fait prendre conscience et développer une pensée critique sur les contradictions du capitalisme et son incapacité logique et opérative à faire face à ces crises. Souvent les États ont été réduits au minimum et le néolibéralisme imposé a étouffé les institutions publiques, transformant les droits du peuple en services privés, la santé en luxe. Écoutons dans les rues du monde la furie des peuples qui se sentent orphelins et désemparés ! La santé et le bien-être de la population ne sont pas des marchandises ; le marché ne peut continuer à réguler le destin de l'humanité !

Le Venezuela considère que le rôle de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) doit être un exemple de multilatéralisme qu'il faut renforcer. L'OMS doit être une organisation qui agisse et qui parle fidèlement, sans céder aux pressions, aux extorsions et aux attaques des puissants ; qui confirme son autorité morale, sa capacité scientifique et la coopération fondée sur la solidarité.

Nous saluons les énormes efforts des scientifiques de nations sœurs comme la Russie, la Chine et Cuba pour la création d'un vaccin efficace et sûr contre la COVID-19, et nous avons confiance en que ces découvertes seront considérées comme un bien public global pour chacune de nos nations, avec libre accès pour tous les peuples du monde, sans discrimination.

Depuis la République bolivarienne du Venezuela, nous proposons la création d'un fonds tournant d'achats publics dans le Système des Nations Unies pour garantir l'accès à la nourriture et aux produits sanitaires, fonds financé par des ressources publiques. Cela permettrait de faire face à la discrimination et au blocus économique contre des pays, facilitant aux gouvernements l'acquisition des biens et des services nécessaires.

Nous appelons à renforcer les politiques et les fonds de financement orientés vers le développement de chaînes de production locales et de nouveaux acteurs économiques, ainsi qu'à la création d'une banque de technologies libres et de processus universels de formation.

La République bolivarienne du Venezuela plaide pour l'approbation d'un instrument international juridiquement obligatoire sur le développement et le droit au développement, qui renforce la lutte des peuples pour surmonter la pauvreté et les inégalités sociales et pour la justice sociale.

Notre réélection comme membre du Conseil des droits de l'homme des Nations Unies, par le vote souverain et majoritaire des pays représentés dans le Système des Nations Unies – malgré les attaques incessantes de l'empire états-unien et de ses satellites – a réaffirmé notre engagement de promouvoir le respect des droits humains et les libertés fondamentales de toutes les personnes, sans aucune distinction, d'une manière juste et équitable, soutenant fermement toute initiative de lutte contre la discrimination ethnique, de genre, de nationalité et autres formes connexes d'intolérance. Nous sommes engagés dans la défense des principes d'universalité, impartialité, objectivité, non-politisation et non-sélectivité dans leur application. Nous sommes engagés pour un dialogue international, interculturel, constructif et coopératif pour encourager la promotion et la protection de tous les droits de l'homme, y compris, évidemment, le droit au développement intégral des peuples.

Monsieur le Président,

La République bolivarienne du Venezuela réitère son engagement pour la solution pacifique des controverses conformément aux principes de la Charte des Nations Unies et, dans ce sens, concernant la controverse territoriale sur la Guyane Esequiba, le Venezuela réitère son attachement strict à l'Accord de Genève de 1966. En particulier, nous soulignons l'objet, le propos et la raison de l'Accord de Genève, qui donne un mandat clair d'aboutir à une solution pratique, satisfaisante et acceptable pour les deux parties, par des mécanismes successifs prévus par l'Article 33 de la Charte des Nations Unies. C'est par la négociation politique, diplomatique et par l'accord réciproque que nous parviendrons à la résolution de ce contentieux, héritage du colonialisme impérial.

Monsieur le Président,

Le monde continue de faire face à de nombreuses injustices subies par des peuples innocents, menacés d'extermination ; à des actions d'États, injustifiées et inadmissibles, qui font honte à l'humanité.

Nous réitérons une fois de plus notre soutien et notre solidarité au peuple arabe de Palestine et nous exigeons le respect de leurs territoires historiques établis en 1967 par l'Organisation des Nations Unies.

Nous soutenons l'appel des Nations Unies pour que cesse le blocus infâme, criminel, qui dure depuis presque 60 ans, contre le peuple frère de Cuba et, dans ce sens, nous réaffirmons l'appel au Gouvernement des États-Unis à mettre fin immédiatement au blocus économique, commercial et financier imposé à notre nation sœur.

Monsieur le Président,

La République bolivarienne du Venezuela réitère son engagement pour la promotion et le renforcement du dialogue et de la coopération, en construisant des ponts entre les peuples, en respectant les différences culturelles et religieuses, par la prévention des conflits, la réconciliation et la construction de la paix. Le Mouvement des pays non-alignés a promu la reconnaissance de ces initiatives, de ces politiques, de ces valeurs, par la célébration de la Journée internationale du multilatéralisme et de la diplomatie au service de la paix et a rejoint le Groupe d'amis des civilisations aux Nations Unies, qui brandissent les drapeaux du pluralisme et de l'équité. Il reste beaucoup à faire, et nous le ferons.

Monsieur le Président,

Le Venezuela, comme vous le savez, se trouve sous une attaque constante. Notre patrie aimée est victime d'une attaque multiforme de la part de l'empire états-unien, dans les domaines médiatique, politique, économique, nous avons même été menacés d'agressions militaires directes.

Les mesures unilatérales imposées par le Gouvernement des États-Unis d'Amérique ont tenté de faire plier les Vénézuéliennes et les Vénézuéliens. Cependant notre peuple, avec le Gouvernement constitutionnel, a résisté héroïquement à l'opprobre, à l'illégalité, à l'inhumanité d'un empire qui représente aujourd'hui la plus grave menace à laquelle est confronté le monde pluripolaire et multicentrique.

Aujourd'hui, debout et avec la dignité d'un peuple fils des gloires du Libertador Simón Bolívar, nous disons au Gouvernement suprémaciste des États-Unis que le monde les regarde, que le XXI^{e} siècle a des millions d'yeux qui voient au-delà du formatage des médias. Il est encore temps de revenir à la légalité internationale. Nous leur disons qu'il est encore temps de revenir sur le discrédit et le malaise global que leur arbitraire et leur arrogance provoquent dans le monde conscient. Suivre la voie de la violation de la Charte des Nations Unies les conduira inexorablement à l'isolement, au discrédit et à la condamnation par l'histoire des peuples, en incluant leurs propres citoyens, le peuple des États-Unis, qui est sorti dans la rue pour protester contre le racisme, contre la brutalité policière, contre les abus.

Les mesures coercitives unilatérales ont suscité non seulement l'indignation et le rejet des peuples contre la prétendue dictature globale brandie depuis les États-Unis, qu'ils tentent de nous imposer, mais elles ont suscité la cohésion et des initiatives nationales autour de nouvelles formes de production et de solutions techniques et technologiques. La créativité a été la réponse à la persécution contre notre industrie nationale. Le vrai Vénézuélien, la vraie Vénézuélienne de chair et de sang est ainsi. Ils ont tant voulu les occulter et les mépriser. Aujourd'hui je peux vous dire, Excellence, que dans notre patrie s'est déclenchée une révolution de l'innovation, une nouvelle offensive pour transformer en un cycle vertueux et d'opportunités les tentatives d'agression pour mener notre nation à l'effondrement.

Nous avons accompli des efforts titanesques avec nos propres capacités, en plus de la solidarité et de la coopération de pays amis et du Système des Nations Unies, pour affronter la situation de la pandémie de COVID-19. Nous avons évité le pire, malgré les plans, les pronostics et les désirs catastrophistes de ceux qui nous agressent. Ni le blocus illégal, ni les agressions contre notre gouvernement ne nous ont détourné ni empêché d'atteindre au prix de grands efforts notre but : protéger la vie de notre population.

Aujourd'hui nous pouvons dire que nous avons effectué environ 1 900 000 tests gratuits, ce qui représente, à ce jour, une moyenne de 62 489 tests par million d'habitants. Nous pouvons dire que nous sommes le pays latino-américain et des Caraïbes qui a réalisé le plus de tests ; nous le disons avec humilité et avec le désir d'aider toujours les pays voisins dont souvent nous ne recevons que des agressions de leurs gouvernements. Ceci est une vérité sur le Venezuela que vous n'entendrez ni ne lirez jamais dans les medias traditionnels, encore moins sur les réseaux sociaux ou sur Internet ; le blocus est aussi communicationnel.

C'est pour cette raison que je tiens à m'arrêter pour partager avec vous notre expérience, qui pourrait sauver des vies ailleurs, comme l'expérience de la Chine, de Cuba et de la Russie l'on fait avec nous.

Notre système de protection sociale et de santé nous permet d'aller de maison en maison à la recherche des cas positifs et de prendre en charge des suspicions de cas ou des cas potentiels. Nous comptons sur ce système ; sur les missions médicales et sur le système automatisé appelé Sistema Patria, où sont inscrits plus de 20 millions de citoyens majeurs, sur une population de 30 millions d'habitants, ce qui équivaut, comme vous le voyez, à plus des deux tiers de la population. Ce système territorial nous a permis d'atteindre toutes les collectivités de notre pays. Nous avons notre propre modèle, conçu sur le principe de donner la priorité à la vie de tous et de toutes à égalité. Grâce à lui nous avons mené ensemble la distanciation sanitaire et la vie productive du pays, par ce que nous avons appelé le « Système de sept par sept », que nous mettons à la disposition de toutes les nations, avec la modestie qui nous caractérise. Sept jours : une semaine de confinement dans les foyers, de quarantaine stricte, et sept jours, une semaine de souplesse économique, large et généralisé, assurant ainsi la mise en œuvre d'une nouvelle normalité, en attendant de surmonter cette pandémie.

Notre gouvernement s'est préparé à affronter ce défi avec notre peuple, nous avons le degré supérieur de conscience que la population vénézuélienne a accumulé et l'efficacité de notre système de santé publique. C'est ainsi que nous avons pu contrôler les premiers assauts de cette pandémie qui a abattu le monde, en gagnant du temps pour améliorer tous les protocoles de prévention, de traitement et de protection de notre peuple.

Le Venezuela est l'un des rares pays à appliquer des traitements gratuits et différenciés pour les cas identifiés : asymptomatiques, symptomatiques légers, symptomatiques modérés et symptomatiques graves. Notre politique de prévention et d'attention implique l'hospitalisation totale de tous les cas positifs, même asymptomatiques. Cela a évité l'expansion exponentielle de cette maladie.

Monsieur le Président,

La République bolivarienne du Venezuela a été dépouillée de plus de 30 milliards de dollars gelés et séquestrés sur des comptes bancaires aux États-Unis et en Europe. Sont aussi poursuivis toute entreprise ou gouvernement qui fait du commerce avec notre pays, qu'il s'agisse d'aliments, de médicaments, de combustible, d'additifs nécessaires pour produire l'essence dont notre peuple a besoin, etc.

Pour cette raison nous réitérons devant le monde que le Venezuela est préparé pour résister à cette offensive d'agression criminelle inhumaine. Le Venezuela s'est préparé pour triompher de ce blocus du Gouvernement des États-Unis d'Amérique. C'est une bataille pour la paix, pour notre patrie, pour la région, pour l'humanité.

Notre héroïque peuple vénézuélien a assumé dans le passé la responsabilité de son rôle historique devant l'ignominie de l'empire le plus dangereux de l'histoire universelle ; empire qui à son tour est en train d'écrire les chapitres les plus horribles de l'inhumanité et de l'imposition criminelle. Le monde doit savoir que nous sommes prêts à les combattre avec la force de notre histoire, de notre esprit, de la raison et du droit international.

Je veux réitérer une nouvelle fois notre profonde reconnaissance pour les déclarations tant du Secrétaire général que de la Haut-Commissaire aux droits de l'homme, Michelle Bachelet, demandant la levée immédiate des mesures coercitives unilatérales et criminelles, qui ne sont pas seulement contraires à la Charte des Nations Unies, mais qui sont des obstacles évidents imposés aux pays concernés pour affronter de façon adéquate la pandémie de COVID-19 et le respect des Objectifs de développement durable.

Les attaques – comme vous devez le savoir – ne se limitent pas seulement aux mesures coercitives unilatérales. Le 3 mai denier le Venezuela a fait face à une tentative d'incursion maritime d'un groupe de mercenaires et de terroristes, financés par le Gouvernement des États-Unis et entraînés sur le territoire colombien, avec le soutien total et absolu des Gouvernements des États-Unis et de la Colombie. Ce groupe de terroristes a été affronté en temps réel par l'union civico-militaire-policière ; ceux qui ont perpétré cette attaque, cette incursion armée, ont été neutralisés et capturés et se trouvent à la disposition des institutions judiciaires en vue de leur procès.

Nous avons également capturé récemment un espion des États-Unis avec armement de guerre et documents concernant nos industries pétrolière et électrique. C'est un harcèlement quotidien que nous avons affronté, déjoué, dénoncé, démasqué, l'un après l'autre.

Et je me demande : Comment peut être qualifié une action terroriste au milieu de circonstances humanitaires extraordinaires comme celles que nous vivons avec la pandémie de COVID-19 ? Comment l'humanité peut-elle la qualifier ? Le moins que nous pouvons dire est que la démesure s'est imposée, le plus terrible des péchés semble avoir pris entièrement le pouvoir sur les élites états-uniennes.

C'est pourquoi la République bolivarienne du Venezuela réitère la nécessité de revendiquer les principes de respect de la souveraineté, de l'autodétermination des peuples, exprimés dans la Charte des Nations Unies, qui nous unit tous, dont la violation illégale par certains États Membres de l'Organisation, pour des raisons ignobles, met en danger la stabilité de notre pays et de la région latino-américaine et des Caraïbes.

Il est nécessaire que les pays qui défendent la paix agissent et fassent entendre au Gouvernement des États-Unis que, au milieu d'une pandémie, personne ne comprend, personne ne peut s'expliquer la recrudescence de la persécution criminelle, du blocus contre des pays nobles comme Cuba, le Nicaragua, le Venezuela, la Syrie, l'Iran et autres pays frères du monde. Il faut donc exiger la cessation de toutes les mesures coercitives unilatérales, de toutes les prétendues sanctions, et qu'ils laissent nos peuples exercer leur propre droit, le droit au développement et à la paix. Les États-Unis et leur gouvernement doivent abandonner la vieille pratique consistant à criminaliser ceux qui ne se soumettent pas à leurs desseins dans le monde et qui maintiennent, comme nous, une politique d'indépendance et de souveraineté. Les États-Unis – il nous faut le dire – sont devenus dans l'histoire la menace la plus significative pour la paix mondiale.

Nous tenons à faire nôtres les paroles du Secrétaire général, António Guterres, sur le cessez-le-feu, la cessation des conflits dans le monde, réitérant le respect sans restrictions et la pleine adhésion aux objectifs et aux principes consacrés par la Charte des Nations unies et du droit international, en particulier le respect de la souveraineté, de l'intégrité territoriales, de la non-ingérence dans les affaires intérieures des États, de dialogue entre les nations, la solution pacifique des controverses et l'interdiction de la menace ou de l'usage de la force en tant que tel.

Monsieur le Président,

Le Venezuela a été traditionnellement un pays d'accueil pour les réfugiés et les migrants. Cependant, comme conséquence directe des criminelles mesures coercitives unilatérales et des agressions économiques imposées par le Gouvernement des États-Unis à notre peuple, s'est produit de façon conjoncturelle un processus de migration des Vénézuéliens, essentiellement pour des raisons économiques.

Cependant, actuellement, notre pays vit une vague de retours volontaires, massifs de milliers de migrants vénézuéliens, en provenance de pays avec des taux très élevés de contamination à la COVID-19, comme la Colombie, l'Équateur, le Pérou, le Chili, le Brésil, en raison en premier lieu, de l'échec dans la gestion de la COVID-19 dans ces pays. Et deuxièmement, en raison de la violation systématique des droits de l'homme des migrants vénézuéliens, politiques anachroniques et xénophobes contre les migrants de notre pays, même dans les hautes sphères gouvernementales de ces pays ; et de la discrimination, des mauvais traitements, des mauvaises conditions socioéconomiques, des situations de semi-esclavage, de traite d'êtres humains, calamités subies par nos migrants en violation manifeste de leur dignité humaine. Quelle a été la réaction du monde – nous demandons-nous – qui se dit préoccupé par le Venezuela, devant ces faits condamnables ? Silence complice.

Comme nous l'avons dit, la pandémie de COVID-19 a catalysé les conditions de vie déjà insoutenables de milliers de migrants dans les pays dits d'accueil, qui ont raconté l'augmentation de l'abandon et du manque de réponse et d'attention de la part des autorités de ces pays. La fragilité des systèmes de protection sociale de ces pays, présentés parfois comme modèles économiques et sociaux, a été ainsi mise en évidence. Et nous nous demandons encore, comment cela est possible, malgré les énormes sommes de dollars octroyées à ces gouvernements à travers d'extravagantes conférences de collecte de dons pour les migrants vénézuéliens ? Qu'ont-ils fait de cet argent ? Les gouvernements l'ont-ils volé ? Nous croyons qu'il faut certainement réviser, avec la rigueur institutionnelle et scientifique, le rôle joué dans ces processus par certaines agences des Nations unies ou par certaines personnes de ces agences, comme le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés et l'Organisation internationale pour les migrations (OIM).

Monsieur le Président,

Dans un souci de réconciliation et suivant les accords de la Table de dialogue national (Mesa de Diálogo Nacional) entre les forces politiques du Venezuela en septembre 2019, un ensemble de mesures a été pris pour garantir la démocratie au Venezuela. Récemment, 110 citoyens appartenant à des groupes de la droite d'opposition, qui étaient jugés pour divers délits concernant des crimes d'agression contre notre pays, ont été graciés. Avec cette décision nous cherchons à poursuivre sur la voie de la réconciliation nationale, car nous sommes conscients que la paix mérite tous les efforts et nous ne cesserons pas, Monsieur le Président, dans notre engagement dans cette dure tâche.

Conformément au mandat de notre Constitution nationale, approuvée par le peuple vénézuélien par référendum en décembre 1999, le dimanche 6 décembre 2020 aura lieu la vingt-cinquième élection démocratique en 20 ans. Cette fois, pour renouveler le Pouvoir législatif, avec la participation de plus de 14 400 candidats et candidates issus de plus de 107 organisations politiques de toute tendance idéologique nationale.

Au Venezuela, je peux l'affirmer, toutes les garanties nécessaires existent pour la tenue de ces élections parlementaires ; pour cela, nous avons invité le monde à nous accompagner, à être les témoins d'une démocratie vivante. Rien ni personne ne pourra priver le peuple du Venezuela de son droit à élire un nouveau Pouvoir législatif, car celui-ci est un instrument fondamental de l'existence collective et l'expression de la volonté du pouvoir originel. Personne ne décide à notre place, les Vénézuéliennes et les Vénézuéliens ne sont jamais intervenus ni ne prétendent intervenir en aucun cas – jamais – dans une autre nation. Nous sommes respectueux et nous exigeons donc d'être respectés.

Malgré cela, le gouvernement de Washington, qui a conduit son propre peuple au collapse par la pandémie – et qui d'ailleurs tiendra une élection présidentielle en novembre prochain – en nette violation du droit international, a imposé illégalement de nouvelles mesures coercitives unilatérales contre les institutions démocratiques du Venezuela, en l'occurrence le Pouvoir électoral, dans une tentative d'interférer dans la réalisation des élections parlementaires prévues par notre Constitution. C'est pourquoi la République bolivarienne du Venezuela réitère la nécessité de revendiquer les principes de respect de la souveraineté et de l'autodétermination des peuples exprimés dans la Charte des Nations Unies, dont la violation illégale par certains des États Membres de cette Organisation prétend mener le Venezuela à la violence et au conflit. Nous ne le permettrons pas ! Nous exigeons le respect. Le chemin du Venezuela est la paix, la démocratie, la liberté, le vote, la participation et un peuple protagoniste. Ainsi en fut-il par le passé, ainsi en sera-t-il à l'avenir.

Monsieur le Président,

Autorités du monde,

Mesdames et Messieurs les Chefs d'États et de gouvernement,

Voici le Venezuela debout ! Avec sa dignité historique, en paix. Prêt à relever de nouveaux défis ; prêt pour de nouvelles victoires. Je vous souhaite l'union, la paix et la coopération du monde entier.

Je vous remercie.

Panama (voir A/75/PV.7, annexe XIII)

Allocution de M. Laurentino Cortizo Cohen, Président de la République du Panama

Prononcée le mercredi 23 septembre 2020 à la 7e séance de l'Assemblée générale

[Original : espagnol]

S. E. M.Volkan Bozkir, Président de la soixante-quinzième session de l'Assemblée générale des Nations Unies,

S. E. M. António Guterres, Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies,

Mesdames et Messieurs les chefs d'État et de gouvernement,

Distingués Représentants, Distinguées Représentantes,

L'histoire nous enseigne que les décisions prises en temps de crise définissent le monde et y impriment leur marque pour des décennies.

Autrement dit, les grandes épreuves de l'humanité, comme les pandémies, nous forcent à rompre avec le passé, pour imaginer un monde nouveau.

La pandémie actuelle ne fait pas exception. Elle est un portail – le pont entre un monde et le suivant.

Les dirigeants mondiaux sont aujourd'hui face à un certain nombre de défis extraordinaires et monumentaux.

Pour le court, le moyen et le long terme, la COVID-19 a remis en question les paradigmes de la société d'aujourd'hui et nous met au défi de bâtir activement l'avenir que nous voulons.

Cela suppose des changements en ce qui concerne nos systèmes économiques, notre direction et notre gouvernance, la transparence, la protection et le rétablissement de la biodiversité, les droits humains et l'inclusion sociale.

Mesdames et Messieurs,

La COVID-19 a mis en lumière des contradictions en termes de politique publique, dans le monde entier, et fait apparaître que le monde d'après la pandémie devra être durable et meilleur.

Les décisions que nous prenons aujourd'hui auront des conséquences à long terme. La perspective de continuer à faire pareil est simplement intenable. Cela voudrait dire que l'on ne tiendrait pas compte de l'ampleur de la souffrance humaine que la pandémie a déclenchée.

Cette crise est alarmante, en partie parce qu'elle présente des caractéristiques nouvelles et méconnues. C'est une urgence sanitaire mondiale.

Toutefois, le côté le plus inquiétant de la pandémie n'est pas nouveau. La COVID-19 met en évidence de profondes inégalités qui existent déjà.

Bien que la pandémie nous touche tous, elle ne le fait pas de la même façon. Nous devons tous nous concentrer sur la pauvreté et les inégalités.

Si, par le passé, certains choisissaient de les ignorer, il est à présent impossible de ne pas reconnaître leur dure réalité.

Soyons clairs : le monde d'après la pandémie connaîtra les mêmes problèmes que maintenant, mais dans des conditions de plus en plus extrêmes.

Il ne sera différent que si, à l'avenir, et pendant même cette bataille, nous prenons des mesures d'atténuation et axons nos efforts sur la nécessité de poser des bases pour régler ces problèmes et faire advenir un changement structurel en profondeur.

Si nous tirons les bons enseignements de cette crise, nous serons en mesure de réunir le consensus social qui nous permettra d'accélérer les réformes requises pour parvenir à une société qui soit prospère et, surtout, juste et plus unie.

Mesdames et Messieurs,

L'un des principaux enseignements qu'on peut tirer de la pandémie tient à ce qu'il importe de faire confiance à la science, à la technologie et à l'innovation afin de trouver des solutions qui nous donnent les moyens de combler les fossés sociaux existants.

Les circonstances créées par la pandémie ont permis la mise en œuvre rapide de systèmes novateurs. Les processus d'apprentissage ont été accélérés comme jamais, entraînant un retour accru sur l'investissement de l'État dans l'innovation.

C'est particulièrement vrai dans l'économie numérique, comme en témoigne la migration vers des modalités comme le télétravail ou la consommation de services et de produits commandés en ligne et livrés à domicile.

Cela se voit également dans l'application de plateformes éducatives numériques du premier monde, que nous utilisons à présent dans certaines de nos écoles publiques, ou dans la pratique de la télémédecine, qui offre aux citoyens des zones reculées la possibilité de recevoir des soins de santé prodigués par des spécialistes se trouvant à des centaines de kilomètres.

Mesdames et Messieurs,

L'une des graves conséquences de la crise sanitaire réside dans la hausse du chômage. Là aussi, il y a une importante possibilité pour que, dans nos économies, qui sont essentiellement basées sur le travail informel, les fondations soient posées et les changements nécessaires, opérés dans les politiques publiques, pour bâtir l'avenir que nous voulons, un avenir fondé sur l'entrepreneuriat et la formalisation de l'emploi.

Dans un monde post-COVID-19, la prospérité partagée peut être le résultat d'une vision commune de la solidarité mondiale.

La leçon la plus importante de la pandémie renvoie à l'intérêt de travailler ensemble sur les problèmes qui se posent à l'humanité. Il ne fait aucun doute que nous sommes plus forts ensemble que chacun de notre côté.

Souvenons-nous qu'après la Deuxième Guerre mondiale, c'est la nécessité de survivre, de reconstruire les économies et d'éviter le fléau d'une nouvelle guerre qui a rassemblé les pays pour créer un nouvel ordre international.

La pandémie produit de nouveau cette solidarité de fait. Nous voyons comment la coopération internationale est mobilisée au travers d'actions concrètes de la part des pays. Par exemple, les scientifiques d'Asie, d'Europe et des Amériques partagent informations et expériences.

Mesdames et Messieurs,

Pays de l'Amérique latine et des Caraïbes ayant la meilleure connectivité maritime et aérienne, le Panama fait la même chose en sa qualité de pôle des Amériques, en permettant que ses infrastructures soient utilisées par le monde et en maintenant les 144 itinéraires maritimes et les 1 700 ports desservis par son canal. Nous avons gardé ouvert notre système portuaire et aéroportuaire, garantissant ainsi la continuité des chaînes logistiques pour l'approvisionnement mondial, en particulier l'alimentation et les médicaments.

Nous avons fait preuve de solidarité en apportant une aide humanitaire et en permettant aux navires de croisière *Zandaam* et *Rotterdam*, touchés par la COVID-19, de transiter par le canal de Panama, afin que leurs passagers puissent être traités à temps, évitant ainsi une tragédie plus grande.

Nous avons permis que nos infrastructures soient utilisées par la région, grâce à quoi il a été possible de distribuer une aide humanitaire – fournitures, médicaments et matériel médical – à une trentaine de pays par l'intermédiaire du Centre logistique régional, du Programme alimentaire mondial et de la Croix-Rouge internationale.

Ce n'est qu'ensemble, dans la solidarité et la coopération, que nous pouvons aller de l'avant.

Si la communauté internationale ne réagit pas maintenant, de façon décisive, la réalisation du Programme 2030 pourrait être compromise.

Un nouvel ordre multilatéral requiert de chacun de nos pays qu'il s'engage véritablement à prendre des mesures concrètes en vue d'atteindre les objectifs de développement durable, et que ce qui se décide ici, dans cette enceinte, soit accompli à domicile.

Mesdames et Messieurs,

Notre planète est très durement frappée.

La pandémie a plongé des millions de personnes dans la peine. Nous sommes engagés dans une bataille quotidienne, sans trêve, face à l'invisible et à l'incertain, de front, refusant de capituler.

Nous perdons des grands-parents, des parents et des enfants dans le duel meurtrier contre le virus. Des infirmières, des médecins, des travailleurs sanitaires succombent à la maladie. Nous pensons qu'un vaccin est proche et que nous pouvons arrêter un mal que personne n'a jamais voulu.

Nous nous relèverons. Les gouvernements et les dirigeants mondiaux doivent reconnaître leurs erreurs et se préparer à l'avenir pour que nos systèmes de santé puissent tenir face aux crises comme celle à laquelle nous nous heurtons aujourd'hui.

Nous pouvons et devons nous aider les uns les autres, mais il nous faut apprendre de cette terrible situation qu'au-delà de reconstruire nous devrons ériger une société nouvelle, plus solidaire, plus équitable, plus juste.

Ensemble, en tant que nations unies, nous bâtirons l'avenir que nous voulons. Ne nous y trompons pas : l'action multilatérale est la voie à suivre.

Merci beaucoup.

Mongolie (voir A/75/PV.7, annexe XIV)

Allocution de M. Battulga Khaltmaa, Président de la Mongolie

Prononcée le mercredi 23 septembre 2020 à la 7e séance de l'Assemblée générale

[Original : mongol ; texte anglais fourni par la délégation]

Monsieur le Président,

Monsieur le Secrétaire général,

Distingués Représentants,

Mesdames et Messieurs,

Je souhaite vous adresser mes félicitations sincères, Monsieur le Président, pour votre élection à la présidence de la présente session de l'Assemblée générale. Je vous promets tout le soutien et la coopération sans réserve de ma délégation dans l'exercice de vos âpres responsabilités.

Cette année, les États Membres célèbrent fièrement le soixante-quinzième anniversaire de l'Organisation des Nations Unies. Celle-ci est la meilleure structure possible pour la coopération multilatérale. Sa création a en effet constitué une réalisation remarquable quand les nations du monde, unies dans l'esprit de la Charte des Nations Unies, ont décidé d'aplanir leurs divergences et de surmonter les obstacles entre elles par la négociation et la coopération.

Le progrès et le développement sont arrivés accompagnés de défis complexes et considérables. Notre responsabilité de les relever n'en est que plus grande également. L'actuelle session de l'Assemblée générale des Nations Unies, qui a lieu en pleine lutte mondiale contre la pandémie de COVID-19, en est l'exemple le plus frappant.

Dans le monde interdépendant d'aujourd'hui, les maladies infectieuses se propagent de manière exponentielle, au préjudice de l'économie, du bien-être social, des causes humanitaires, de la sécurité et des droits humains.

Il faut voir un enseignement immense et un avertissement tonitruant dans le fait que l'humanité ait été prise de court et balayée par la pandémie, en ce XXIe siècle, malgré sa science médicale hautement développée. En ces temps difficiles, le multilatéralisme a un rôle encore plus important. Il est crucial d'apporter des réponses concertées, inclusives et opportunes, sur la base de l'unité et de la coopération.

Nous ne doutons pas que, dès qu'un vaccin sûr et efficace contre la COVID-19 sera disponible, l'Organisation et les organismes des Nations Unies joueront un rôle majeur pour en garantir un accès égal aux pays en développement et aux pays les moins avancés, ainsi qu'aux groupes vulnérables, comme les enfants, les femmes, les personnes âgées et les peuples autochtones.

Nous appelons les institutions financières internationales et les pays développés à maintenir aux pays en développement qui ont des ressources limitées et des systèmes de protection sociale médiocres leur appui et leur assistance pour le relèvement économique et la lutte contre cette pandémie meurtrière.

Monsieur le Président,

Cette année a inauguré la Décennie d'action en faveur des objectifs de développement durable. Cela dit, c'est aussi l'année où des restrictions et une quarantaine sont en place du fait de la COVID-19, et la pandémie n'a pas seulement aggravé les problèmes existants, elle a également annulé certaines des avancées durement obtenues depuis 2015. Par conséquent, tous les gouvernements doivent agir de manière énergique pour combattre la pandémie, accentuer leurs efforts afin d'atteindre les objectifs de développement durable du Programme 2030 et assumer leurs responsabilités de façon plus innovante et souple.

Grâce à une stratégie de confinement lancée en temps voulu, à la mobilisation de tous les moyens possibles et à la prise en compte des enseignements tirés par d'autres, la Mongolie n'a eu jusqu'à présent aucune transmission locale et pas le moindre décès imputable à la pandémie.

La pandémie, les changements climatiques et les autres menaces qui amènent à sonner l'alarme dans le monde entier continuent de rappeler à l'humanité la nécessité première de chérir la Terre et de vivre en harmonie avec la nature. La tradition qui veut qu'on chérisse la Terre et qu'on la protège comme un trésor est profondément ancrée dans le mode de vie nomade et l'identité nationale des Mongols.

L'interdépendance entre les humains et le milieu naturel est à la racine de l'existence humaine. Jusqu'à ce jour, nous avons tout fait pour ne pas plier sous les forces écrasantes de la nature. Toutefois, notre lutte ne consistait pas à nous adapter à la nature, mais plutôt à la vaincre. Jour après jour, nous réalisons que cette lutte pour gagner mène à la défaite, tandis que la lutte pour obtenir l'harmonie est le fondement de notre existence.

Le fait que la Mongolie soit un des rares pays qui ne comptent aucune transmission locale de la COVID-19 peut être imputé à notre tradition séculaire de vie en harmonie avec la nature. Il nous faut unir nos esprits et nos forces pour vivre dans la concorde avec la nature, plutôt que la dominer en nous appuyant sur le progrès technologique.

De fait, les nations du monde entier ont à l'égard des générations futures le devoir de protéger la Terre et de veiller à ce que chaque individu mène une existence respectueuse de l'environnement.

Monsieur le Président,

Depuis 75 ans, l'ONU s'acquitte de sa responsabilité consistant à unir les nations du monde sous un seul et même toit et à les orienter vers la croissance et le développement. Cependant, la nécessité pour elle d'être plus en phase avec l'évolution de l'environnement, d'améliorer son action et de revoir ses méthodes de travail est vraiment impérieuse, si l'on veut qu'elle soit à la hauteur des nouvelles difficultés qui se posent dans les relations internationales. Elle doit prendre des mesures encore plus novatrices et audacieuses à cette fin.

Joignons donc nos efforts pour revitaliser l'ONU et grandir ensemble dans l'intérêt de notre mère la Terre et de la paix et de la prospérité de toute l'humanité !

Je vous remercie de votre attention.

Îles Marshall (voir A/75/PV.7, annexe XV)

Allocution de M. David Kabua, Président de la République des Îles Marshall

Prononcée le mercredi 23 septembre 2020 à la 7e séance de l'Assemblée générale

[Original : anglais]

Monsieur le Président,

Monsieur le Secrétaire général,

Excellences,

J'ai l'honneur de vous transmettre les salutations chaleureuses, *iakwe*, de la République des Îles Marshall. Le monde est aux prises avec une crise sans précédent, qui nous rend témoins non seulement d'une pandémie effrayante et de ses retombées économiques, mais aussi de profondes fractures dans la coopération internationale fondamentale.

Alors que nous dressons tous un bilan à l'occasion du soixante-quinzième anniversaire de l'Organisation des Nations Unies, nous devons comprendre qu'en nous contentant de continuer à faire comme d'habitude nous risquons de prolonger l'inaction au moment même où le monde a besoin de l'inverse.

Sans un esprit de direction renforcé, les conséquences de la responsabilité partagée seront catastrophiques – que ce soit sur la crise financière, la santé publique, les tensions en matière de sécurité ou les changements climatiques. En tant que petit État insulaire en développement, nous voyons souvent les menaces plus tôt ou plus nettement que nos partenaires qui sont des nations plus vastes – et dans le Pacifique nous nous rappelons facilement l'histoire plus profonde de la Deuxième Guerre mondiale, et les raisons mêmes qui ont présidé à la création de l'ONU. Cela dit, pour relever les défis contemporains, l'Organisation doit améliorer sa pertinence politique et être vraiment adaptée à ses missions, tant au niveau des messages que des interventions.

Monsieur le Président,

La République des Îles Marshall demeure une des très rares nations du monde à ne pas avoir un seul cas confirmé de COVID-19. Comme certains de nos voisins, nous avons pris des mesures rapides qui ont évité à notre population vulnérable d'être exposée – mais qui nous laissent profondément isolés. Le vaste groupe de notre population qui vit à l'étranger a été exposé à de graves flambées. Du fait que nos frontières restent largement fermées, nous avons du mal à voir nos amis et nos proches qui sont en danger et dans la souffrance. Pas seulement au sein de notre population, mais dans le monde entier, les communautés se heurtent toutes à de sérieuses difficultés – et c'est un point essentiel pour l'humanité qu'aucun d'entre nous ne soit épargné dans notre souffrance.

Le Forum des îles du Pacifique et nombre de partenaires multilatéraux et bilatéraux clefs ont déjà fourni une assistance importante afin de renforcer nos capacités médicales pour faire face aux flambées. Néanmoins, nous sommes toujours aux prises avec une crise économique aiguë et croissante – étant un des ports thoniers les plus actifs du monde, notre économie est étroitement, et exclusivement, tributaire de la pêche. De plus, les mesures mêmes qui protègent notre population de la COVID-19 ont

une incidence préjudiciable sur nos flux de recettes. Nous sommes fragiles, et les réductions nous font reculer dans notre développement fondamental, au moment précis où nous avons besoin d'aller de l'avant. Il est vital que le système international appuie des approches qui comportent des stratégies ciblées de relèvement économique adaptées aux îles. À l'instar de beaucoup d'autres, nous jugeons qu'il faut « reconstruire en mieux », avec une résilience verte, au moyen d'un éventail d'approches durables qui bénéficient aux secteurs sociaux essentiels et à l'environnement – ce que nous faisons déjà, mais je suis de plus en plus préoccupé à l'idée que, sans un renforcement marqué du leadership et de la coopération multilatérale, la perspective de reconstruire tout court pourrait être compromise.

Monsieur le Président,

Dans ces moments éprouvants, la communauté internationale ne peut pas renoncer aux droits humains fondamentaux qui, quel que soit le niveau de développement, demeurent universels. En tant que nouveau membre du Conseil des droits de l'homme à Genève, nous sommes frustrés par l'écart entre les idéaux et les réalités. Bien que la liste des mauvais acteurs qui peuvent être très éloignés des approches de facilitation continue de s'allonger, le Conseil ne doit pas moins continuer de rehausser son aptitude à écouter attentivement les nations vulnérables qui cherchent de bonne foi à se réformer et à progresser. Notre propre histoire et notre expérience nous ont appris les conséquences tragiques qu'il peut y avoir quand la voix des plus vulnérables n'est pas entendue, ou quand la politique obscurcit la réalité. Les Îles Marshall s'inquiètent particulièrement du fait que tout le monde ne soit pas pleinement tenu responsable face aux obligations concernant les droits humains – et des violations systématiques, y compris celles commises par les plus grandes puissances.

Tandis que les efforts déployés par l'ONU pour traiter efficacement des droits de l'homme ont besoin d'être continuellement renforcés, nous jugeons inacceptables les tentatives persistantes de réécrire la dignité humaine élémentaire dans un langage prétendument « gagnant-gagnant » qui dévalue les droits individuels. Même si nous faisons partie d'une minorité, nous ne saurions rester silencieux sur la question.

Monsieur le Président,

Nous réaffirmons les termes de la Déclaration du Forum du Pacifique de 2019 qui établit une marche à suivre contemporaine pour la sécurité régionale. Il est crucial qu'en tant que petits États insulaires nous collaborions avec des partenaires démocratiques pour maintenir et consolider notre sécurité comme nations vraiment indépendantes et non soumises à l'influence forcée de plus grandes puissances. Les Îles Marshall insistent sur l'environnement de sécurité complexe dans notre région du Pacifique, et sur la nécessité de se concentrer davantage sur les facteurs émergents et transversaux de l'insécurité dans les États fragiles, y compris les changements climatiques. Nous tenons à souligner qu'il est urgent de consentir des efforts tangibles et fondés sur des textes aux fins de la réforme du Conseil de sécurité.

Monsieur le Président,

Les Îles Marshall au sens large sont une nation qui est composée à 99 % d'océan. Nous nous joignons aux autres nations du Pacifique pour faire fond sur notre rôle culturel traditionnel de gardiens de l'océan. Les petits États insulaires en développement ont un rôle sans équivalent dans les discussions sur les océans, mais il faut une réponse mondiale plus large pour faire en sorte que nos jeunes et les générations futures profitent d'océans en bonne santé. Les îles du Pacifique ont pris un rôle de chef de file pour

œuvrer en faveur d'une pêche plus durable du thon qui assure aussi un meilleur respect des droits de l'homme, et qui soit également une source clef de la sécurité alimentaire mondiale. Toutefois, là aussi, il faut une direction internationale et un engagement politique plus marqués. Dans le Pacifique, la subsistance économique réside vraiment dans la pêche, et nous appelons vivement à des stratégies plus vigoureuses et ciblées de développement de la pêche à partir de sources financières mondiales – comme moyen de parvenir à une économie future qui soit durable et véritablement sûre. C'est ce que nous entendons par l'expression « Pacifique bleu ». Dans ce contexte, nous exhortons également la communauté internationale à faire front de manière plus coordonnée, par l'intermédiaire d'une plateforme des Nations Unies, pour combattre la pêche illicite, non déclarée et non réglementée et les activités connexes.

Nous nous réjouissons à la perspective de tenir au Portugal un sommet reprogrammé de l'ONU sur les océans, de même que la conférence « notre océan » aux Palaos plus tard dans l'année.

Monsieur le Président,

Les changements climatiques sont la grande menace qui pèse sur les peuples du Pacifique, notamment les nations atolls de faible altitude comme les Îles Marshall. La réduction des émissions est maintenant au cœur de l'Accord de Paris. Toutefois, les textes contraignants ne suffisent pas – les mots seuls ne feront pas advenir le changement.

Le changement dépend des Membres de l'ONU, en particulier les principaux émetteurs, qui doivent fixer cette année d'ambitieuses contributions déterminées au niveau national. Il suppose que nous saisissions tous l'occasion offerte par un relèvement économique d'une ampleur sans précédent, pour créer un avenir exempt de carbone. Il est tributaire de la solidarité, et des ressources dont nous avons tous besoin pour bâtir un avenir meilleur. Le changement implique de protéger les plus vulnérables, car ceux qui sont en première ligne – qu'il s'agisse des travailleurs sanitaires combattant la pandémie ou des petites nations insulaires tirant la sonnette d'alarme au sujet des changements climatiques – jouent un rôle capital dans notre survie à tous.

Les petites nations insulaires et atolls comme la mienne n'ont pas de temps pour des promesses de papier. L'adaptation aux changements climatiques tiendra à distance les pires impacts si le monde honore sa promesse des 1,5 °C. Cependant, l'adaptation est un objectif complexe, à un moment où nous avons souvent du mal à faire le minimum, et requiert des fonds alors même que notre économie est ébranlée par les effets de la COVID-19. Nous avons besoin de deux choses pour assurer notre futur : que le monde nous aide à nous adapter aux changements qui interviendront avec une hausse des températures de 1,5 °C, et de veiller à ce que cette limite soit tenue.

Monsieur le Président,

Ayant fait l'objet d'un accord de tutelle de l'Organisation des Nations Unies d'une importance stratégique, les Îles Marshall ne connaissent que trop bien les conséquences de l'inaction du système international. Entre 1946 et 1958, 67 détonations d'armes nucléaires à grande échelle ont eu lieu dans les Îles Marshall, dont beaucoup autorisées par deux résolutions de l'ONU. Cela a laissé une marque durable qui est également un problème contemporain, transmis par les générations précédentes, et un défi notable en matière de droits de l'homme. Aucun autre peuple ne devrait avoir à porter le fardeau, que nous connaissons, de l'exposition à des armes nucléaires.

Nous restons parmi les tenants d'un effort international accru pour réduire et éliminer le risque nucléaire. Il faut des résultats tangibles, non des déclarations symboliques, pour démêler les situations souvent complexes qui accompagnent ce risque. En particulier, nous demeurons alarmés par les faits récents en Corée du Nord, et appelons à la pleine mise en œuvre des résolutions du Conseil de sécurité.

Monsieur le Président,

Petits États insulaires en développement, les Îles Marshall et leurs voisins rappellent sans cesse au système des Nations Unies et aux nations partenaires le besoin de stratégies basées sur les îles qui soient adaptées à leur caractère véritablement unique. La mise en œuvre des Orientations de Samoa demeure inégale dans le système des Nations Unies, et il ne nous reste trop souvent visés que des approches toutes faites. L'an prochain, nous présenterons notre examen national volontaire des progrès que nous avons accomplis dans la réalisation des objectifs de développement durable. Nous comptons voir de fortes avancées, notamment la récente adoption de notre plan national de développement stratégique. Néanmoins, en dépit de notre ambition, il reste tant à faire pour développer plus avant un système des Nations Unies qui soit vraiment adapté aux îles.

Monsieur le Président,

Le monde ne peut tout simplement pas ignorer Taïwan, car je puis assurer qu'il existe vraiment, et nous devons faire preuve d'ouverture d'esprit pour que son peuple de 23 millions de personnes ne soit pas laissé de côté, et pour que ses contributions humanitaires ne soient pas considérées comme acquises. Taïwan devrait être autorisé à participer dignement et sur un pied d'égalité au système des Nations Unies, y compris l'OMS, l'OACI et la CCNUCC, ainsi qu'aux activités liées aux objectifs de développement durable. L'espace civique vital des locaux de l'ONU devrait être ouvert aux visites et à la participation aux réunions, de même qu'aux médias, quelle que soit leur origine.

Monsieur le Président,

Les temps sont difficiles et éprouvants pour la coopération internationale. Les petites nations vulnérables ne peuvent pas faire bouger le monde à elles seules. Cependant, notre qualité même de petites nations fait que nous avons souvent un rôle à part à jouer dans la définition d'approches créatives et dynamiques. L'environnement que représente l'ONU est essentiel et, en tant qu'États Membres, nous ne pouvons laisser davantage l'Organisation risquer de perdre de sa pertinence au moment où nous en avons le plus besoin. L'optimisme demeure, et on ne mesure jamais mieux son caractère que dans l'adversité. Nous devons tous nous engager d'urgence à agir de meilleure manière, avec conviction et compassion. Aucune nation, qu'elle soit grande ou petite, ne peut se permettre les conséquences d'un monde fragmenté.